

Outre-Mer

vol 3 | by EWAG | **Économie Sociale et Solidaire**



**UNE
ÉCONOMIE
QUI FAIT
SOCIÉTÉ**

EN OUTRE-MER, L'ESS C'EST* :

57 188
emplois

10 %
de l'emploi
en Outre-mer

5 029
structures,
dont **86 %**
sont des associations

60 %
de femmes

Wallis-et-Futuna

Nouvelle-Calédonie

La Réunion

Mayotte

Guyane

Martinique

Saint-Pierre-
et-Miquelon

Guadeloupe

Saint-Martin

Polynésie

*Chiffres ESS France Outre-mer ne prenant en compte que les données chiffrées de Guadeloupe, Martinique, Guyane, Mayotte et La Réunion.

ÉDITO

« Quand les territoires ultramarins s'appuient sur leurs solidarités pour inventer l'avenir, l'économie sociale et solidaire devient bien plus qu'un modèle : une évidence. »

Renouer avec la force des communs

En Outre-mer, l'ESS n'est pas une idée importée : elle est l'héritière d'une histoire longue, celle des coopératives agricoles, des mutuelles de pêcheurs, des associations de quartier ou encore des solidarités de voisinage. Face à l'isolement, au manque de ressources et aux inégalités, les sociétés ultramarines ont toujours inventé des formes collectives. L'ESS n'est donc pas un supplément d'âme : elle est l'un des moteurs originels du développement local.

Aujourd'hui, dans un contexte de crises sociale, environnementale et économique, cette voie s'impose plus que jamais. Produire et consommer autrement, réduire la dépendance aux importations, valoriser les savoir-faire locaux, inventer des solutions durables pour l'emploi et l'écologie : tels sont les défis de nos territoires. L'ESS réconcilie croissance et équité, innovation et mémoire, urgence écologique et justice sociale.

Encore faut-il structurer cet élan. C'est tout le rôle des Chambres régionales de l'ESS [CRESS]. Véritables catalyseurs, elles fédèrent, accompagnent et donnent de la visibilité aux initiatives. Elles transforment des actions isolées en mouvement collectif et rappellent que l'ESS n'est pas marginale : c'est une clé de voûte pour bâtir une économie robuste et partagée.

La commande publique peut amplifier ce mouvement. Les collectivités et l'État jouent un rôle central. Orienter leurs achats vers des critères sociaux et environnementaux, ouvrir les marchés à nos 5029 entreprises de l'ESS, intégrer des clauses d'insertion : autant de leviers puissants pour transformer les pratiques et accélérer la transition. Quand la puissance publique devient l'alliée de la solidarité économique, elle démultiplie l'impact local face à l'inéluctable.

Développer l'ESS en Outre-mer, c'est renouer avec une force ancienne : celle des solidarités qui relient, protègent et inventent l'avenir. C'est affirmer que les territoires ultramarins ne sont pas des périphéries, mais des lieux vivants d'une économie humaine, durable, inspirante et profondément ancrée dans ses réalités.

« L'ESS en Outre-mer n'est pas une alternative, c'est une évidence : une nouvelle forme de diplomatie territoriale de la coopération, pas celle de la compétition. »

BEN AMAR ZEGHADI,

Délégué national d'ESS France aux Outre-mer

EW'AG®



prenomnom@ewag.fr

**DIRECTEUR DE
LA PUBLICATION :**
Laurent Nesty

RÉDACTRICE EN CHEF :
Anne-Laure Labenne

DIRECTEUR ARTISTIQUE :
Gwénaél Tilly

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION :
Caroline Bablin

STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT :
Aurélie Bancet, Angela Fontana
et Luciano Sainte-Rose

IMPRESSION :
Magazine imprimé en
Union Européenne

La reproduction, même
partielle, des articles,
photos et illustrations
publiés est interdite.



L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE FAIT ESCALE À BORDEAUX

**DU 29 AU 31 OCTOBRE, BORDEAUX
ACCUEILLE LE FORUM MONDIAL
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE,
UNE PREMIÈRE EN FRANCE.**



Un totem participatif, fabriqué par les Compagnons Bâtisseurs de Bordeaux, annonçant la tenue du GSEF est installé dans les jardins de la mairie de Bordeaux.

Pour sa septième édition, le GSEF (*Global social and solidarity economy forum*, en anglais) se déroulera pour la première fois en France. Après Séoul, Bilbao, Mexico et Dakar en 2023, la capitale girondine accueillera les acteurs mondiaux mobilisés pour construire une société engagée, inclusive et désirable. Partout dans le monde, l'ESS joue un rôle en faveur de la transition pour renforcer la résilience des territoires et le bien-être de leurs habitants. Elle prend ainsi des formes différentes en fonction des cultures et de l'histoire des pays. L'année 2023 a été décisive en matière de reconnaissance internationale de l'ESS : le 18 avril, l'assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution « Promouvoir l'économie sociale et solidaire pour le développement durable ».

« Accélérer la transition »

L'ESS se joue aussi à l'échelle européenne, représentant 13,6 millions de salarié(e)s dans l'UE, soit 6,3 % de la population active des 28 États membres, selon les derniers chiffres de la Commission européenne. Un quart des entreprises créées en Europe sont ainsi des entreprises de l'ESS, mobilisant pas moins de 82,8 millions de bénévoles. « À cinq ans de l'Agenda 2030, l'édition bordelaise du GSEF devra nous permettre de rassembler la société civile et les territoires pour faire mouvement, interpeller les décideurs et accélérer la transition », est-il indiqué sur le site Internet du GSEF.

Pendant ces trois jours, près de 4 000 participants sont attendus, qu'ils soient acteurs associatifs, entrepreneurs, institutionnels ou gouvernements venus des cinq continents.

2 000

C'est, en milliards d'euros, le chiffre d'affaires annuel de l'ESS.

QU'EST-CE QUE L'ESS ?

L'économie sociale et solidaire (ESS) désigne un mode d'entreprendre qui cherche à concilier activité économique et utilité sociale. Elle repose sur des principes de solidarité, de coopération, de démocratie et de primauté de l'humain sur le profit. Les entreprises de l'ESS sont organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, fondations ou entreprises commerciales. Elles adoptent des modes de gestion démocratiques et participatifs et encadrent l'utilisation des bénéfices qu'elles réalisent.

En France, une loi en faveur de l'ESS a été adoptée le 31 juillet 2014, initiée par Benoît Hamon, alors ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire.

Source : economie.gouv.fr

10

C'est, en millions, le nombre d'entreprises sociales dans le monde. Cela représente 3 % de toutes les entreprises mondiales.

SOMMAIRE

6 L'ESS en Outre-mer : une réponse locale à des enjeux globaux

7 Faire société dans les territoires isolés

8 Du mode de vie à la nécessaire professionnalisation

9 Gagner en crédibilité pour imposer sa vision du monde

10 Les visages de l'ESS ultramarine

12 En Guadeloupe

28 À Saint-Martin

30 En Martinique

38 En Guyane

46 À Mayotte

50 À La Réunion

56 En Polynésie française

60 En Nouvelle-Calédonie

64 Financer et accompagner l'ambition

65 Le SMA et la Fondation du SMA : levier d'insertion pour la jeunesse

70 La Guilde mise sur la solidarité internationale

– À Mayotte, avec Art Terre

– À La Réunion avec l'association Autisme

74 GBH et ses engagements solidaires dans les Outre-mer

76 SARA : l'engagement des salariés pour l'ESS

78 ADF & ESS : leviers stratégiques pour les territoires ultramarins

PARCE QUE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE SE CONSTRUIT ENSEMBLE,
EWAG ADRESSE SES REMERCIEMENTS À SES PARTENAIRES – RÉGION GUADELOUPE,
DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE, SMA, FONDATION SMA, CRESS GUYANE ET CRESS MAYOTTE –
QUI PARTAGENT CETTE MÊME CONVICTION ET CONTRIBUENT À FAIRE VIVRE CE HORS-SÉRIE.



A large, stylized image of a globe being held by several hands of different skin tones, symbolizing global unity and local action. The image is overlaid with a semi-transparent orange filter.

L'ESS EN OUTRE-MER : UNE RÉPONSE LOCALE À DES ENJEUX GLOBAUX

FAIRE SOCIÉTÉ DANS LES TERRITOIRES ISOLÉS

NÉE DE PRATIQUES COUTUMIÈRES DE SOLIDARITÉ ET D'ENTRAIDE, L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE RÉUNIT DES ASSOCIATIONS ET DES ENTREPRISES AUTOUR DE PROJETS DIVERS, ADAPTÉS À LEUR TERRITOIRE, POUR CRÉER SUR PLACE DU LIEN, DU SOUTIEN ET DES SOLUTIONS.

Par Amandine Ascensio

Dans un monde comme l'Outre-mer, construit sur des histoires de populations antagonistes, avec des rapports de domination, l'ESS a démarré comme un *koudmen* (coup de main, NDLR) entre les esclaves des Antilles. Comme le *musada* à Mayotte, ce mouvement d'entraide de la communauté. Ou encore les *Arioi*, en Polynésie, dépositaires des savoirs, des arts et de leur transmission. L'ESS se construit autour de ce qui unit.

« En économie, pour créer de la valeur, il faut du capital et du travail », rappelle Ben Amar Zeghadi, délégué national pour l'Outre-mer auprès d'ESS France. « Dans l'économie classique, on mise sur le capital. Dans l'ESS, on mise sur le travail collectif. » Avec une visée : répondre aux besoins du territoire non couverts ou délaissés par l'économie classique. « En ESS, on répond à des demandes pour l'intérêt général (amortir les crises, préserver la biodiversité, donner à manger à tous, soigner, créer de l'emploi non-délocalisable, par exemple), avec une gouvernance démocratique, et des profits qui sont réinvestis dans l'organisme », ajoute-t-il.

En Outre-mer, le secteur représente plus de 55 000 emplois (dont 60 % sont occupés par des femmes). Soit 10 % de l'emploi de nos territoires mais aussi 17 % de l'emploi privé. Quant à la masse salariale, c'est environ 1,5 milliard d'euros chaque année. « On compte 5 029

établissements de l'ESS pour les départements et régions d'Outre-mer, répartis environ à 50-50 entre les Caraïbes et le bassin Indien », indique Ben Amar Zeghadi.

La part belle aux associations

Dans nos territoires, on parle essentiellement d'associations qui constituent à 80 % les entreprises de l'ESS. Certaines sont en sommeil, d'autres restent en éveil permanent, mais toutes jouent un rôle à des moments différents dans l'histoire des territoires, particulièrement chez nous, en Outre-mer, où les crises sont nombreuses. « Si on est victime de violences, en situation de handicap, de précarité, à la recherche d'un hébergement d'urgence, partout des associations, donc des citoyens, s'organisent et s'engagent. C'est la même chose pour tout ce qui dynamise le territoire — le sport, la fête ou la culture —, ce sont les associations de citoyens à la manœuvre », disait la présidente du Mouvement associatif, Claire Thoury, interrogée sur France Inter en septembre. « C'est hyper puissant », ajoutait-elle.

Dans le bassin océanique, l'ESS existe « de manière spontanée ou souvent inconsciente », « dans la transmission culturelle des savoir-faire », rappelle le gouvernement de Polynésie, alors que l'adoption d'une loi de pays sur l'ESS est en cours.

Enfin, l'ESS est aussi une économie de l'innovation. « En Guyane, où sévit un fort taux de chômage, nous avons mis en place des régies de quartier, les premières en Outre-mer », note Yahya Daoudi, directeur de la régie de quartier de Cayenne, un dispositif qui réunit élus, bailleurs sociaux et habitants autour de projets d'inclusion par l'emploi quartier par quartier. Une réussite dans ce territoire immense, aux nombreux défis, qui devrait être répliqué au moins en Guadeloupe sous peu. « Au final, conclut Ben Amar Zeghadi, l'ESS, c'est une économie de la dignité. »

DU MODE DE VIE À LA NÉCESSAIRE PROFESSIONNALISATION

DANS NOS TERRITOIRES ULTRAMARINS, LES STRUCTURES DE L'ESS, TRADITIONNELLEMENT IMPLANTÉES, DOIVENT SE PROFESSIONNALISER POUR DURER ET ASSEOIR LEUR RÔLE ÉCONOMIQUE. ET CELA PASSE PAR LA STRUCTURATION DE LA FILIÈRE

Par Amandine Ascensio

Dans nos territoires ultramarins, l'ESS, c'est un peu comme une seconde peau. « On fonctionne encore dans un esprit villageois, où on s'aide entre voisins, on s'apporte à manger, on échange facilement, c'est le *yonn a lot*¹ », note Murielle Toto, présidente de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (Cress) de Guadeloupe, qui rappelle aussi l'avènement des premières mutuelles. Dès le XIX^e siècle, au cours de la III^e République française, les sociétés d'assistance mutuelle — souvent des groupes de femmes — avaient coutume de constituer une enveloppe commune pour aider ceux qui faisaient face aux accidents de la vie, comme les problèmes de santé. Des associations, souvent politisées, militantes. Un peu à l'instar des syndicats qui se forment aussi, en pleine révolution industrielle, pour défendre les droits des ouvriers. « L'ESS, c'est aussi une économie de la résistance », ajoute Ben Amar Zeghadi, le délégué d'ESS France aux Outre-mer.

« Et c'est surtout une économie », martèle Magali Lacambra, directrice de France Active Guadeloupe, organisme dédié à la finance solidaire qui aide les structures de l'ESS notamment à se financer. Elle note, en Outre-mer, « un besoin de professionnalisation du secteur ». « Je rappelle que même sans salariés et uniquement composée de bénévoles, une association doit trouver son financement pour fonctionner. À partir du moment où on a un ou

plusieurs salariés, même une association, vous êtes une entreprise. » Un besoin de structuration qu'il est encore difficile parfois d'atteindre, tant l'ESS relève du « mode de vie ».

Une loi pour les rassembler toutes

Mais, depuis 2014 et la loi sur l'ESS, qui a installé un socle juridique pour le secteur, les choses commencent à changer. Les Cress fleurissent un peu partout. Leur rôle ? Animer la communauté d'entrepreneurs engagés, aider à trouver les financements, faciliter les contacts. Être le pendant, finalement, des chambres de commerce et d'industrie. Si elles sont toutes en cours de renforcement et de structuration, leur action reste encore limitée, sauf celle de Mayotte, très vite opérationnelle dès sa création. « Les autres ont un trauma dès leur naissance », souligne Ben Amar Zeghadi. Scission dans la gouvernance, mise en défaut de gestion... Les structures actuelles sont parfois construites sur les ruines des précédentes mais avancent. « On est soutenu par ESS France, notamment sur l'ingénierie, mais c'est vrai qu'on a encore besoin de moyens », concèdent les dirigeants des Cress ultramarines. D'autant que le secteur, poussé par un monde en crise permanente et malgré des baisses de budget des institutions dédiées, continue d'attirer les foules : besoin de donner du sens, de s'engager... Nos territoires regorgent d'exemples d'entreprises où, si gagner sa vie n'est pas une option, le profit toujours grand n'est pas l'objectif premier. Et les associations, coopératives, entreprises de l'économie circulaire continuent d'ouvrir leurs portes, portées par celles et ceux qui tentent, encore et toujours, de trouver des solutions à tout, de créer des emplois et d'en vivre.

[1] L'un à l'autre

GAGNER EN CRÉDIBILITÉ POUR IMPOSER SA VISION DU MONDE

SOUVENT VUES COMME DES STRUCTURES FRAGILES, LES ENTREPRISES DE L'ESS DOIVENT GAGNER EN CONFIANCE ET EN CRÉDIBILITÉ POUR ÊTRE CONSIDÉRÉES PAR TOUS COMME UN PAN DE L'ÉCONOMIE CRÉATEUR DE VALEUR, INNOVANT ET RENTABLE.

Par Amandine Ascensio

« **L**e plus dur pour moi, c'est de trouver mon modèle économique », soupire Laura Lameynardie, fondatrice de La Sphère 972, un Fablab martiniquais âgé d'à peine deux ans. « Je ne veux pas dépendre des subventions, trop aléatoires et changeantes, et en même temps les services que je propose doivent rester accessibles à tous. » Le casse-tête est fréquent chez tous les acteurs de l'ESS, obligés, chacun, de trouver de fragiles équilibres financiers, projet par projet. Ces modèles économiques dépendant des subventions font l'objet de procès en rentabilité et sont les premiers à subir des coupes budgétaires en période d'austérité financière. « Doit-on rappeler que l'économie classique reçoit 211 milliards d'aides publiques chaque année ? En comparaison, l'ESS, au niveau national, c'est 16 milliards ! », clame Ben Amar Zeghadi. « Et alors quand on regarde l'économie de comptoir ultramarine, on trouve des filières entières biberonnées à la subvention publique », ironise encore le délégué d'ESS France aux Outre-mer.

Un système fragile

Lui encourage le monde de l'ESS à se décomplexer, rappelant que l'une des conditions d'appartenance au secteur est de participer à l'intérêt général, dont le garant est l'État. « C'est donc normal de toucher de la subvention

quand on participe à l'application des politiques publiques », insiste-t-il.

Pour autant, sur le terrain, les acteurs le notent tous : les changements réguliers de modalités d'accès aux subventions et l'instabilité politique favorisent la fragilité du système que tentent de venir combler les structures d'aide au financement comme France Active avec des dispositifs bancaires adaptés. D'autant plus que certains financeurs historiques de l'ESS dans l'Hexagone ne sont pas présents en Outre-mer. Et puis la dynamique militante diminue. « On le voit chez nous », note Ketty Courriol, présidente de l'Union des femmes guadeloupéennes, association fondée à l'origine par Gerty Archimède, première femme avocate des Antilles. « Nous, on ne tient plus que sur la volonté de bras vieillissants. »

« Ça nous oblige tous à innover », souligne Nathalie Chevon, directrice de la Cress Guadeloupe. Et donc à créer de nouveaux modèles. Notamment celui des sociétés coopératives où les salariés ont un pouvoir de décision fort ou équivalent à celui des autres acteurs dans la gouvernance de l'entreprise. En 2024, on comptait 94 sociétés du genre en Outre-mer, dont plus de 50 à La Réunion, suivie de près par Mayotte, avant les Antilles et la Guyane. Autre innovation, les monnaies locales, qui tentent une percée, pour venir renforcer le commerce de proximité. Et puis les tiers-lieux, ces lieux hybrides de transmission de savoir et de réalisation de projets communs fleurissent partout. Partout, aussi, les jeunes entrepreneurs veulent transformer leurs territoires, participer à la souveraineté alimentaire, transformer l'industrie, créer des plateformes en tout genre, en ne visant qu'un seul but : mettre en lien, inclure, créer des cercles vertueux. Le fondement de l'ESS.

LES

VISAGES

DE L'ESS



ULTRA- MARINE

DE LA PETITE ASSOCIATION AU
PROJET COLLECTIF À IMPACT...
DES INITIATIVES QUI CHANGENT DES
VIES, AU PLUS PRÈS DES RÉALITÉS.

GUADALOUPE

A photograph of a smiling woman with short dark hair, wearing a dark sweater and a yellow lanyard with a badge. She is holding a clear plastic bag filled with produce. The background is a blurred market stall with various items on display. The entire image is overlaid with a semi-transparent orange filter.

**« NOUS
SOMMES À UN
CARREFOUR
POUR FAIRE DE
L'ESS UN PAN
DE L'ÉCONOMIE
QUI PÈSE »**

DEPUIS BIENTÔT DIX ANS, LA CHAMBRE RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (CRESS) DE GUADELOUPE ŒUVRE À ACCOMPAGNER LES PROJETS D'ESS SUR LE TERRITOIRE ET SE STRUCTURE EN MÊME TEMPS POUR MENER À BIEN SA MISSION. ENTRETIEN AVEC SA PRÉSIDENTE, MURIELLE TOTO. Par Amandine Ascensio

Quel est le rôle d'une Cress dans un territoire comme la Guadeloupe, où l'ESS existe depuis si longtemps, presque sans qu'on s'en rende compte ?

Justement, le fait que ce soit un mouvement naturel crée toutefois un manque de structuration de l'écosystème. C'est totalement le rôle de la Cress d'animer cette communauté, d'adapter et d'accompagner les projets pour éviter toute perte de mobilisation. Par rapport au bénévolat d'il y a cinquante ans, celui d'aujourd'hui a indéniablement changé, porté par le consumérisme. Et même si chez nous, on garde encore un peu cet esprit villageois d'entraide naturelle, le « *yonn a lot* », le mouvement commun, la Cress sert à maintenir ce maillage collectif, pour continuer d'avancer ensemble. Et depuis la loi de 2014, la question de la présence d'une Cress ne se pose pas : c'est un outil régional qui a un savoir-faire en interne, qui doit savoir mobiliser les expertises nécessaires.

La Cress fonctionne-t-elle à son plein régime ?

Nous sommes une chambre toute récente, même si officiellement nous avons dix ans d'existence. Au départ, nous avions 82 entreprises de l'ESS dans notre giron. Nous accompagnons de plus en plus de structures qui veulent se professionnaliser (1007 structures en 2024, NDLR) et pour faire cela, il y a une toute petite équipe que nous étoffons d'ailleurs : nous recrutons actuellement cinq nouvelles personnes. Et derrière nous, nous avons ESS France qui nous offre, avec son pôle Outre-mer, un groupe d'experts pour nous aider à structurer nos accompagnements pour les porteurs de projets d'ici.

Quand un porteur de projet vient vous voir, par quel parcours passe-t-il ?

On le félicite car il faut un sacré courage, aujourd'hui, pour se lancer dans l'ESS. Mais toute plaisanterie mise à part, on va l'écouter, chercher à comprendre son projet, où il en est, ce dont il a besoin. On va ensuite pouvoir l'orienter vers des structures partenaires comme France Active, qui propose des solutions de financement. On va aussi pouvoir le conseiller sur les différentes étapes du projet, sa gouvernance, ses statuts, sa comptabilité, mais aussi les formations possibles, et bien sûr, suivre son développement.

En Guadeloupe, qui sont les acteurs principaux de l'ESS ?

À 86 %, ce sont surtout des associations loi 1901 dont plus de 40 % sont dans l'action sociale, mais aussi la formation et l'enseignement. Nous avons aussi pas mal d'acteurs de l'ESS dans le secteur de la finance et beaucoup dans la santé, notamment le médico-social.

La loi de 2014 sur l'ESS ouvrait le champ à la création de coopératives ouvrières, d'intérêt collectif, ou de projets qu'on voit encore peu chez nous : ces évolutions sont-elles prévues ?

Actuellement, en Guadeloupe, je trouve qu'on est à un carrefour pour faire de l'ESS un pan de l'économie qui pèse sur le territoire, à la fois en termes d'emplois mais aussi de services. Il est vrai que nous avons peu de SCOP, ou de SCIC, mais c'est toutefois en cours de développement : certaines associations entament leur transformation. Nous avons, avec les coopératives agricoles, notamment dans la canne, une vraie tradition de coopératives. Par ailleurs, nous avons une monnaie locale qui est en phase de structuration et qui devrait lancer son expérimentation sous peu. Pour moi, l'ESS, c'est un peu l'avenir de notre territoire.



**L'ESS représente
8%
des entreprises
guadeloupéennes.**



**En Guadeloupe,
l'ESS compte
11 193
salariés,
dont 72 %
de femmes.**

Source : ESS France Outre-mer – L'ESS en Guadeloupe en 2024

KAZABROK, DE LA SECONDE MAIN ET BIEN PLUS ENCORE

Par Amandine Ascensio

La ressourcerie Kazabrok est installée au Raizet, aux Abymes. Nichée au fond d'une impasse, l'adresse est connue de tous les Guadeloupéens.

LA RESSOURCERIE, INSTALLÉE AU RAIZET, EST UNE ASSOCIATION MAJEURE DANS LE CHAMP DE L'ESS. SI ELLE EST SPÉCIALISÉE DANS LES PRODUITS DE SECONDE MAIN, ELLE A MULTIPLIÉ, SOUS L'IMPULSION DE SON INFATIGABLE FONDATEUR, FRANCK PHAZIAN, LES OPÉRATIONS EN FAVEUR DE L'ÉCOLOGIE, DE L'INSERTION SOCIALE ET DU SPORT.

Plus besoin de présenter Kazabrok : tous les Guadeloupéen(ne)s connaissent cet espace de plusieurs milliers de mètres carrés aux Abymes où s'entassent des tonnes de produits de seconde main. Il y a l'espace — le plus grand — réservé aux vêtements pour tous, aux jeux pour enfants, du mobilier, de la vaisselle, du petit électroménager, des sacs... « Je viens ici régulièrement pour acheter des habits, notamment pour mes enfants. Ce n'est pas cher et tout est en bon état », confie Lucie (le prénom a été changé à sa demande), croisée au détour d'un rayon de l'immense magasin. Pas cher et accessible aux porte-monnaie les moins bien

garnis : le leitmotiv depuis toujours pour le fondateur, Franck Phazian, à la tête de l'association depuis 2007, et intarissable sur le sujet. L'affaire d'une vie. Sa vie.

100 % seconde main

« Avant la création de Kazabrok, je travaillais déjà dans une autre association (Jaricot, à Carénage/Pointe-à-Pitre, NDLR) qui avait pour but d'aider les plus pauvres. » Il la quitte en 2007, l'année où il rencontre l'abbé Pierre, fondateur d'Emmaüs. « Ça a été comme une révélation », s'exclame Franck Phazian. « Il y avait un fort besoin sur le terrain, raconte-t-il. Les gens avaient toujours besoin de s'outiller, de livres, de vêtements, de mobilier et l'offre du marché local n'était pas du tout dans leur capacité financière. » Alors la seconde main, c'était la clé. Avec un terrain mis à disposition par le Département, le dynamique entrepreneur entame la création de son association. Tout est fait, soudé, monté et créé main.

Il fonde, dans cette même dynamique, Kazarecycle qui s'occupe spécifiquement du gros électroménager, les déchets électriques et électroniques, les D3E, dans le jargon. Et pour faire tout ça, il ramène avec lui une petite équipe qui le connaît bien. « J'avais monté un club de sport attendant à Jaricot et quand je l'ai quittée, j'ai emmené tous les sportifs avec moi. C'était ma seule condition », sourit-il. Ensemble, ils mettent un an à construire le projet. En 2008, Kazarecycle ouvre ses portes et voit affluer des dizaines de

gens. « On a vu un mouvement qui annonçait la crise de 2009 [1] », se souvient le patron des lieux, qui ne lâchera jamais son but ultime. Réparer les vivants, comme il aime à dire.

Bientôt une ressourcerie nautique

Epaulé par une équipe fidèle et motivée (qui le suit depuis bientôt 20 ans), il monte des chantiers d'insertion, pour lesquels il va recruter parmi les personnes les plus défavorisées de l'archipel. Ses ouvriers ? Des jeunes hommes souvent, aux parcours de vie chaotiques parfois, d'autres qui aspirent à changer d'horizon, rebondir, se former autrement. Des âmes perdues pour le marché du travail et l'économie classique. Mais à Kazabrok, ils trouvent un abri, un travail, des soins, une raison de se lever le matin, des projets, des idées et maintes réalisations. « Après Kazarecycle, on a fait Kazavélo. Puis KazaRénov. Tous les vendredis, on partait chez quelqu'un dans le besoin pour remettre des portes, refaire le système électrique, nettoyer... », énumère Franck, qui reprend : « On travaille avec la PJJ (Protection judiciaire de la jeunesse), autour des travaux d'intérêt général. Il y avait chez moi un petit gars qui, quand il est arrivé, était incapable de parler, drogué, psychotique. On a travaillé avec l'équipe mobile de psychiatrie et quand il a quitté la structure, il distribuait des tracts en expliquant ce qu'on faisait à Kazabrok. » Des victoires comme celle-ci, Franck Phazian en compte des centaines. Elles aident à rester mobilisé et motivé. Car la vie d'entrepreneur social n'est pas de tout repos. Changements de loi, de modalités de subventions, défaillances des versements... Les chantiers d'insertion peuvent s'avérer complexes. Désormais, celui qui emploie six personnes sur Kazabrok et une cinquantaine sur



Franck Phazian, fondateur de Kazabrok, au milieu des vêtements de seconde main et autres dons qui affluent tous les jours.

Kazarecycle nourrit un nouveau projet : une ressourcerie nautique, couplée à une formation tout public liée aux métiers de la mer, notamment autour de la plaisance. Une affaire qui survient après un long travail d'observation dans les régates de voile traditionnelle. « Nous, les Antillais, on a un rapport complexe, parfois conflictuel avec la mer. Je crois qu'amener les gens à l'appriivoiser, ça aide aussi à se guérir. »

[1] Le mouvement social de 2009 en Guadeloupe, mené par le LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon), a donné lieu à une grève de 44 jours ayant pour revendication la revalorisation du pouvoir d'achat.



À Kazabrok, il est aussi possible d'acheter du mobilier de seconde main, accessible aux petits budgets.

« NOUS NE SOMMES PAS DANS LA POSTURE DE FAIRE LA CHARITÉ »

INSTALLÉE DEPUIS 2021 À CARÉNAGE, À POINTE-À-PITRE, L'ASSOCIATION ÎLE Y A TRAVAILLE À FAIRE SOCIÉTÉ AVEC LES HABITANTS, ISSUS DE PLUSIEURS MONDES PARFOIS OPPOSÉS. UN TRAVAIL D'INCLUSION PERPÉTUEL MENÉ PAR LES FONDATRICES : FRANCISCA AMORIM ET ALOHA SELLIN.

Par Amandine Ascensio



©Cédrick-Isham Calvados

Francisca Amorim, cofondatrice et directrice d'ÎLE Y A

L'association est installée à Carénage, quartier réputé compliqué. Comment avez-vous fait pour vous y implanter ?

Notre histoire remonte à avant notre implantation. On a commencé, après une formation en économie sociale et solidaire, par un projet d'interview des anciens de Pointe-à-Pitre et des visites de la ville construites autour de ces récits, à prix libre, qui ont attiré autant les touristes que les Guadeloupéens. Être dans la rue nous a permis de comprendre beaucoup de choses sur la fantasmagorie de certaines représentations de la ville qu'on a aujourd'hui et sur l'expérience vécue des femmes dans l'espace public par exemple. Nous avons fait de nombreuses interventions dans les collèges du Front de Mer et de Kermadec, peuplés par les jeunes de Carénage, notamment. Après le Covid, quand on a voulu installer un local, c'était ici que nous avions le plus de contacts.

ÎLE Y A est très connue, très fréquentée, comment avez-vous créé cet engouement ?

Dès notre installation, nous nous sommes rendu compte qu'il fallait qu'on s'adapte : ici, on a une surreprésentation de toutes les formes de précarité. Les gens ont l'habitude d'être mis en concurrence les uns avec les autres pour s'en sortir. On ne voulait pas être dans une posture de faire la charité, alors on a commencé par l'hospitalité : chez nous, on peut juste venir boire un café et se poser. Il a fallu environ une année pour que certains poussent la porte de la petite kaz et viennent nous rencontrer. Maintenant, quand on fait des fêtes, on a parfois jusqu'à 60 personnes qui viennent et participent. Petit à petit, notre offre de service s'est étoffée et on fait désormais de l'aide administrative, de

l'accompagnement vers l'emploi, de l'accès au droit, de l'aide à la sortie de la prostitution et, bien sûr, de l'aide à l'acquisition des compétences de base.

Vous avez développé de nombreux outils et même une méthode par intelligence artificielle, pouvez-vous en dire plus ?

On s'est demandé comment on pouvait tirer parti de l'IA. Grâce à un appel à projets (Definov, NDLR), on a construit une île virtuelle, qui permet aux personnes qui viennent « y séjourner » de travailler. Certaines viennent y apprendre à faire un CV, d'autres à converser pour apprendre à s'exprimer, écrire, d'autres encore pour créer des objets divers. On peut aussi travailler en groupe et tout n'est pas parfait dans notre île virtuelle. Ensemble, on ouvre des espaces de débat pour savoir ce qu'on peut améliorer : ça donne des discussions politiques qui contribuent à construire des solutions au service de l'intérêt général.

Justement, comment se dessine le futur de l'association ?

On veut lui donner de la robustesse, financièrement, en commercialisant la méthode avec l'IA, mais aussi dans la gouvernance. C'est notre chantier pour les mois à venir : on veut que nos bénéficiaires se sentent légitimes à piloter eux-mêmes l'association, qu'ils participent à la prise de décision aux côtés de nos salariés (ÎLE Y A emploie sept personnes). Aloha et moi, on espère partir et laisser le bébé dans les mains des habitants eux-mêmes. C'est tout l'esprit de l'association, où même son nom est une invitation à continuer l'histoire : après ÎLE Y A, qu'est-ce qu'il y a ?

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : UN LEVIER D'AVENIR POUR LA GUADELOUPE

En Guadeloupe, l'économie sociale et solidaire (ESS) n'est pas une simple alternative économique : elle est une véritable force de transformation sociale et un moteur de développement local. Elle porte une ambition forte et résolument moderne : celle d'une Guadeloupe plus équitable, plus solidaire, et plus attentive aux besoins concrets de sa population.

Les projets soutenus par la Région en sont la preuve vivante. Nombre de structures accompagnées ont gagné en pérennité, s'enracinant durablement dans le tissu économique et social local. D'autres ont su croître, innover, élargir leur champ d'action. Ce dynamisme confirme que l'engagement régional ne se limite pas à un appui ponctuel, mais s'inscrit dans une véritable stratégie d'investissement pour l'avenir de nos territoires.

L'ESS, c'est un vivier d'emplois et une source inépuisable de solutions pour le quotidien. Elle agit concrètement : en accompagnant les jeunes et les publics vulnérables, en soutenant nos aînés, en promouvant l'agriculture de proximité, en stimulant l'innovation culturelle, ou encore en développant l'économie circulaire. À travers ces actions, elle incarne une économie à taille humaine, au service de l'intérêt général.

Consciente de ces enjeux, la Région Guadeloupe assume pleinement son rôle de chef de file de cette politique publique. L'intégration de l'ESS dans le Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), la création d'une direction dédiée à l'ESS et à l'innovation sociale, ou encore la mise en œuvre de dispositifs financés sur fonds régionaux et européens, traduisent cette volonté affirmée. Ces outils visent à structurer l'écosystème local et à consolider des filières stratégiques d'avenir.

Mais notre responsabilité va au-delà de nos rivages. Les territoires ultramarins font face à des défis similaires — coût de la vie, mobilité, inclusion, résilience écologique — qui nécessitent des réponses nouvelles, co-construites et adaptées aux réalités locales. L'ESS offre ces solutions innovantes, ancrées dans les besoins du terrain.

À l'heure où le Forum mondial de l'ESS réunit acteurs et idées venus des quatre coins du monde, la Guadeloupe affirme sa place dans ce mouvement international. Elle entend contribuer à une économie mondiale en pleine mutation, une économie plus juste, plus durable, et profondément humaine.

Faire de l'ESS le cœur battant de la Guadeloupe, c'est construire une société résolument tournée vers l'avenir, capable de relever avec audace les défis sociaux, économiques et environnementaux de notre temps.

C'est aussi affirmer que nos îles, fortes de leur créativité et de leur expérience, ont une voix singulière à porter et bien des solutions à partager.

ARY CHALUS

Président de la Région Guadeloupe



©Cédric Isham Calvados

Sabine Lautric offre la possibilité à chacun, via son auto-école sociale et solidaire, de passer le permis de conduire.

ITINÉRAIRE BIS : L'AUTO-ÉCOLE SOCIALE QUI CHANGE DES VIES

EN GUADELOUPE, L'ASSOCIATION SOLIDARITÉS SOS A CRÉÉ ITINÉRAIRE BIS, UNE AUTO-ÉCOLE SOCIALE ET SOLIDAIRE QUI S'ADAPTE AU PARCOURS DE CHACUN. ELLE OUVRE L'ACCÈS AU PERMIS À CEUX QUI EN SONT EXCLUS, FAUTE DE POUVOIR SE DÉPLACER LIBREMENT.

Le matin, après avoir déposé ses enfants à l'école, une mère célibataire franchit la porte d'Itinéraire Bis, l'auto-école sociale et solidaire implantée en Guadeloupe. Sa journée commence par une série de quarante questions projetées sur écran, sans manuel de code dans les mains. Autour d'elle, une dizaine d'autres candidats aux profils différents : jeunes en insertion, bénéficiaires du RSA ou encore personnes en situation de handicap. Ici, les cours sont oraux, bilingues français-créole, accompagnés de jeux, de casques immersifs et de mises en situation concrètes. L'objectif est de rendre accessible le permis de conduire à celles et ceux pour qui la mobilité constitue le premier frein à l'emploi ou à la formation, et même parfois à la vie sociale.

Une pédagogie à la carte

Ancienne manager sociale, Sabine Lautric a de l'expérience. « J'ai toujours maraudé dans les rues. J'ai accompagné de

nombreuses personnes, et systématiquement, la question de la mobilité revenait », explique-t-elle. Et ces personnes font souvent face à l'illettrisme, elles n'ont pas de moyens financiers ou sont isolées géographiquement. Sabine Lautric a donc imaginé une offre « à la carte ». Les cours sont accessibles à tous, même en situation de handicap. L'auto-école se déplace vers les usagers (la « mobilité inversée »), et l'apprentissage se fait sur des véhicules électriques pour « limiter la complexité mécanique ».

L'aventure a démarré en mars 2020 et le bouche-à-oreille a suffi à remplir les quatre sessions par an. Au total, 100 candidats au permis sont accueillis chaque année.

Le parcours vers le permis B débute par un entretien diagnostic. « On balise tout : difficultés sociales, éventuels aménagements du véhicule, niveau cognitif. Ensuite, on décide si on part sur un accompagnement long ou accéléré », détaille Sabine Lautric. « L'après-midi, l'élève reçoit déjà des exercices à faire chez lui. Et le soir, l'enseignant reprend les résultats pour revenir dès le lendemain sur ce qui a péché. C'est intensif. »

Pour le candidat, une aide au financement est prévue grâce aux différents partenaires d'Itinéraire Bis qui sont le Département, l'État et la politique de la ville. En général, il reste à charge pour les bénéficiaires 400 ou 500 euros, payables en dix fois.

Un tremplin vers l'insertion

Chaque parcours est pensé comme un tremplin vers l'insertion durable. Certains anciens candidats ont pu créer leur entreprise, d'autres ont accédé à un emploi stable ou ont retrouvé une autonomie familiale. « On change des destinées », résume la responsable avec émotion.

Itinéraire Bis, qui a été aidée financièrement à sa création par la Région, est une facette de l'association Solidarités SOS, qui développe aussi une plateforme de mobilité sociale et solidaire baptisée MOB'îles. « Nous centralisons du taxi social, de la location solidaire de véhicules électriques et du covoiturage. En Guadeloupe, l'offre de transport public est carencée. Alors nous avons dû inventer nos propres solutions ! », conclut Sabine Lautric.

PAIE 2002 : ÉCONOMIE ET INSERTION, UN TREMPLIN VERS L'AVENIR

DEPUIS PLUS DE VINGT ANS, L'ASSOCIATION PAIE 2002 ACCOMPAGNE DES PERSONNES ÉLOIGNÉES DE L'EMPLOI VERS LA RÉINSERTION PROFESSIONNELLE GRÂCE À L'HORTICULTURE ET AUX TRAVAUX PAYSAGERS. UNE RÉUSSITE LOCALE, NÉE À BAIE-MAHAULT, QUI CONTINUE DE PORTER SES FRUITS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE.

Créée en 2002 à l'initiative de la municipalité, PAIE — pour Prévention, Action, Insertion et Éducation — est née dans un contexte marqué par la montée du chômage des jeunes et de la délinquance. « Il fallait trouver des solutions concrètes pour les publics en difficulté », rappelle Christophe Kaakil-Talaba, directeur de la structure, qui faisait alors ses premiers pas comme expert métier aux côtés d'un consultant administratif.

Le pari est audacieux : lancer une structure d'insertion par l'activité économique, mêlant subventions publiques et prestations commerciales. « On a commencé avec une secrétaire, un chef d'équipe et six salariés en insertion. Les premiers chantiers concernaient l'entretien du littoral et l'embellissement des quartiers », se souvient le directeur. Peu à peu, l'association se fait connaître, répond à des appels d'offres et développe un portefeuille de clients privés.

Une centaine de parcours chaque année

Aujourd'hui, PAIE 2002, c'est douze permanents et chaque année 60 à 80 personnes en insertion, de 20 à plus de 60 ans. Ici, le brassage intergénérationnel est assumé et encouragé : « Les plus âgés servent de modèles aux plus jeunes. C'est un levier puissant de motivation », souligne Christophe Kaakil-Talaba.

L'entretien des espaces verts n'est qu'un support : l'enjeu est avant tout la construction d'un projet professionnel. Les contrats durent jusqu'à deux ans, le temps pour chacun de retrouver confiance, de renouer avec l'activité et d'envisager une formation ou un emploi stable.

Les réussites sont nombreuses : un salarié qui a financé son permis poids lourd et décroché un poste stable, un autre qui a repris une formation et obtenu son premier diplôme, avant de créer sa propre entreprise. Symbole fort de cette dynamique, tous les permanents actuels — sauf le directeur — sont d'anciens salariés en insertion.

Une pépinière tournée vers l'avenir

En 2007, PAIE 2002 a élargi son champ d'action avec la création d'une pépinière horticole. D'abord conçue comme une plateforme de formation aux métiers du paysage et de la production horticole, elle s'est aujourd'hui ouverte à la commercialisation. L'association y innove avec un choix audacieux : la production de plants indigènes, contribuant à la préservation de la biodiversité locale.

Vingt-trois ans après sa création, PAIE 2002 s'impose comme un acteur incontournable de l'insertion en Guadeloupe, où l'environnement devient un tremplin vers l'emploi.



Christophe Kaakil-Talaba, directeur de PAIE 2002, dans la pépinière située à Morne-Bernard, à Baie-Mahault.

Outre-Mer

vol 1 | by EWAG | **Innovation**

EWAG

AU CŒUR DES TERRITOIRES
ULTRAMARINS



Feuilletez notre hors-série en ligne



UNE FORCE VIVE POUR BÂTIR LA GUADELOUPE DE DEMAIN

L'économie sociale et solidaire (ESS) incarne plus qu'un modèle économique : elle est une réponse humaine, solidaire et innovante aux défis de notre territoire.

Le Département, par l'action de la commission Économie sociale et solidaire, présidée par Jocelyne Unimon, soutient pleinement les actions de l'ESS, aux côtés de l'État et de la Région, avec des financements concrets : plus de 30 000 euros en 2025 ont été mobilisés pour encourager des projets innovants, tels que la création

d'une régie de quartiers à Cap Excellence.

Conformément à nos orientations stratégiques du Plan de mandature 2021-2028, nous faisons de l'insertion par l'activité économique une priorité absolue. Notre objectif est de promouvoir la création d'activité et de privilégier le retour à l'emploi pour les bénéficiaires du RSA, plutôt qu'une logique d'assistanat. Grâce au Dispositif Local d'Accompagnement Départemental (DLAD), porté par la BGE, et à la généralisation des clauses sociales dans les marchés publics, nous renforçons les passerelles vers l'emploi durable. Une équipe dédiée de facilitateurs œuvre déjà à la généralisation des clauses d'insertion auprès des collectivités, EPCI et établissements publics, afin que 100 % des marchés publics intègrent une dimension sociale.

Les tiers-lieux, qu'ils soient permanents ou éphémères, sont devenus de véritables espaces d'innovation et de coopération. Ils réinventent nos pratiques, redonnent vie à nos métiers traditionnels et soutiennent l'émergence d'activités nouvelles, notamment dans le numérique et le développement durable. Le Département accompagne ces initiatives, à l'image du tiers-lieu IRESA, géré par Com'union, qui favorise la créativité, l'inclusion et la montée en compétences des porteurs de projets.

En 2025, ce sont plus de 520 000 euros qui ont été attribués à une quinzaine de structures de l'ESS, afin de soutenir l'investissement, l'emploi et la professionnalisation. Nous appuyons également des projets structurants tels que la plateforme Guadeloupe Services IAE, qui renforce la visibilité et la coordination entre acteurs de l'insertion.

Pour garantir l'efficacité de nos politiques publiques, nous avons lancé une évaluation des pratiques des Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE), dotée d'un budget de 40 000 euros. Cette démarche permettra d'adapter nos dispositifs aux besoins des publics et de renforcer la performance de nos actions.

En plaçant l'économie sociale et solidaire au cœur de nos politiques, le Département affirme son engagement pour une Guadeloupe plus juste, plus inclusive et plus durable.

Nous voulons que chaque Guadeloupéen puisse trouver sa place dans cette dynamique collective, fondée sur la responsabilité, la créativité et l'entraide.

L'ESS n'est pas une alternative : c'est l'avenir économique et social de notre archipel.

Ensemble, poursuivons cette ambition.

GUY LOSBAR

Président du Conseil départemental
de la Guadeloupe

DES VOITURES À TARIF ET CONDITIONS « SOLIDAIRES »

MOBIL'IZY EST UNE AGENCE SOLIDAIRE DE LOCATION DE VOITURES. POUR QUE LES PROBLÈMES DE MOBILITÉ NE SOIENT PLUS UN FREIN POUR TROUVER UN EMPLOI, ELLE PROPOSE DES VÉHICULES DE LOCATION À PETIT PRIX POUR CEUX QUI S'ENGAGENT DANS UN PARCOURS D'INSERTION PROFESSIONNELLE.

Les difficultés pour se déplacer, arriver à l'heure au travail ou en formation sont parfois un vrai frein à l'insertion professionnelle. Au point, parfois, de renoncer à se former et s'insérer professionnellement. C'est pour éviter d'en arriver là que l'agence solidaire de location de voitures Mobil'Izy a été créée.

Le point de départ est un appel d'offres lancé par le Département et l'État. Le GEIQ (Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification) Archipel Guadeloupe mobilise alors de nombreux partenaires privés (GBH, Crédit Moderne, Groupe Barbotteau, Total Énergies) afin de répondre au besoin qui a été formulé. « C'est un problème auquel nous sommes particulièrement sensibles car il faut savoir que 50 % des abandons ou échecs lors des parcours de formation professionnelle sont liés à des problèmes de mobilité », constate Willy Angel, directeur général du GEIQ et de Mobil'Izy qui a été créée sous la forme d'une Société coopérative d'intérêt collectif, structure juridique propre à l'économie sociale et solidaire.

Le temps de faire l'acquisition d'une quarantaine de véhicules et l'agence de location est véritablement lancée en février. Les voitures sont proposées en location mensuelle à un tarif inférieur à 10 euros par jour et « la condition pour en bénéficier, explique Willy Angele, est d'être engagé dans un parcours de formation ou d'insertion professionnelle. La location dure le temps de la formation ou du contrat, auquel on ajoute deux mois pour permettre à la personne de se retourner. »

Respect du code de la route exigé

« Il n'est pas question de faire concurrence aux agences de location classiques », insiste ce dernier. Le fonctionnement de Mobil'Izy est d'ailleurs bien particulier et va au-delà de la simple location. « Tous nos véhicules sont tracés et nous sommes très vigilants sur le respect du code de la route et le bon entretien des véhicules. Par ailleurs, les personnes qui bénéficient de nos véhicules sont aussi tenues de faire du covoiturage en passant par les plateformes Karos et Dépozé. Puisqu'elles bénéficient de la solidarité du territoire, nous leur demandons de faire preuve, elles aussi, de solidarité. Quant à ceux qui ne respecteraient pas ces conditions, le véhicule peut leur être retiré », explique Willy Angele. Par ailleurs, la sécurité routière étant un vrai problème en Guadeloupe, Mobil'Izy projette de mettre en place des stages de sensibilisation pour ses bénéficiaires. « Quand on a commencé, on s'est demandé si on n'avait pas prévu trop de voitures, reconnaît le directeur général. Et six mois après le lancement, nous constatons que notre offre est inférieure à la demande. Nous allons faire un premier bilan et, probablement, envisager d'augmenter la flotte de véhicules. »

Mobil'Izy facilite l'accès à la mobilité des jeunes en parcours d'insertion professionnelle pour qui le manque de transport constitue un obstacle majeur.





DÉVELOPPER UNE MOBILITÉ SOLIDAIRE, DURABLE ET INCLUSIVE

©Cédric-Isham Calvados

MOB'ÎLES, C'EST UN GUICHET UNIQUE IMAGINÉ POUR RÉPONDRE À TOUS LES PROBLÈMES DE MOBILITÉ. TAXI SOCIAL, LOCATION DE VÉLOS, SCOOTERS, VOITURES ÉLECTRIQUES, COVOITURAGE... À CHAQUE BESOIN, UNE SOLUTION.

« **C**onseiller en éco-mobilité inclusive, c'est un nouveau métier », souligne Sabine Lautric, directrice-fondatrice de la plateforme Mob'Îles (notre photo), où cinq conseillères, épaulées par une équipe de bénévoles, sont chargées d'accueillir, informer et orienter les personnes en quête d'une solution de transport. Elles émettent un « pré-diagnostic mobilité » et guident les usagers vers la solution la plus adaptée : covoiturage, taxi social, location de vélo, scooter ou voiture électrique... Mob'Îles, c'est donc à la fois une plateforme et l'émergence d'un nouveau métier, dont l'objectif est de répondre aux besoins mis en évidence lors d'un diagnostic territorial de la mobilité solidaire commandé par l'État et le conseil départemental, qui sont aussi les financeurs du projet. « Nous avons interrogé plus de 2 000 usagers sociaux et nous leur avons demandé quelles étaient leurs contraintes et leurs difficultés pour se déplacer sur le territoire... Et à partir de là, nous avons créé Mob'Îles », se souvient Sabine Lautric.

Parmi les solutions proposées, il y a le « taxi social » pour « acheminer les personnes en emploi les week-ends et

les jours fériés, quand les transports en commun ne sont pas disponibles », le TUS ou transport d'utilité sociale, des minibus de neuf places afin de transporter des groupes d'un point A à un point B, et l'offre de location solidaire.

Du vélo à la voiture électrique

« Nous proposons des vélos simples, des vélos cargos triporteurs, des scooters, des voiturettes et des voitures, et tous nos véhicules sont électriques », souligne la directrice de Mob'Îles. La durée de location est flexible, d'une demi-journée à six mois ou plus, et les tarifs varient selon le véhicule, de 1 € pour un vélo à assistance électrique à 15 €/jour pour une voiture électrique au tarif « social ». La plateforme est ouverte à tous, c'est le tarif qui change.

Lancé en octobre 2023, Mob'Îles est accessible via un numéro vert ou via l'application mobile. « La seconde est plus prisée des jeunes, note Sabine Lautric, car ils peuvent réserver et payer en ligne, mais toute location d'un véhicule électrique fait l'objet d'une vérification et d'un accompagnement pour la prise en main : comment retirer et charger la batterie, gérer l'autonomie, etc. »

Ce choix du tout électrique, c'est aussi la volonté de promouvoir une mobilité durable. Dans le même esprit, Mob'Îles favorise le covoiturage en servant de relais avec les plateformes telles que Karos ou Dépozé. « La plupart des usagers sociaux ne savent pas utiliser l'outil numérique ou n'en disposent pas. Nous les aidons à créer leur compte et nous pouvons même aller jusqu'à les assister lors du premier trajet. »

Preuve que Mob'Îles a touché sa cible ? En 2024, 6 783 personnes ont eu recours à ses services.

Plus d'info : www.mob-iles.gp

LAKOU BOSCO, UN VILLAGE DANS LE QUARTIER

©Cédric-Isham Calvados

INSTALLÉE AUX ABYMES, L'ASSOCIATION LAKOU BOSCO SE DÉFINIT BIEN AU-DELÀ D'UN AGRÉMENT DE TIERS-LIEU OU DE CENTRE SOCIAL. ELLE EST AVANT TOUT UN ESPACE DE VIE OÙ CHACUN TROUVE SA PLACE ET SE SENT ACCUEILLI. Par Caroline Bablin

« I faut tout un village pour éduquer un enfant. » C'est l'idée sur laquelle s'est construite Lakou Bosco, cet « esprit lakou » cher à la tradition créole — historiquement, « lakou » désigne un ensemble de cases. Aujourd'hui, les préfabriqués qui abritent l'association sont devenus un lieu de vie partagé pour bon nombre de jeunes et adultes du quartier. Son directeur, Arthur Massiet du Biest (notre photo), s'étonne encore du chemin parcouru en cinq ans. « Tout a commencé par de l'animation de rue. » C'était en 2020, en pleine crise sanitaire. La Guadeloupe sort à peine de confinement, et Arthur et Pierre vont à la rencontre des habitants du quartier. Ils jouent avec les enfants, discutent avec les parents. « L'idée était "d'aller vers" et, à travers le jeu, d'instaurer un lien de confiance et d'amitié pour aller ensuite vers une relation éducative. »

La spécificité de Lakou Bosco ? Être une association qui ne s'est pas constituée seulement pour, mais aussi

avec les habitants. Si l'objectif est clair, « favoriser l'épanouissement, la dignité et la responsabilisation des enfants, des adolescents et des familles, en les aidant à prendre place dans la société », les moyens d'y parvenir sont co-construits. Les dix salariés d'aujourd'hui sont pour la plupart d'anciens bénévoles (35 actuellement) qui se sont « fait happer par l'esprit et l'engagement Lakou Bosco », note Delphine Ravier, responsable du pôle famille.

« Sans confiance, pas d'éducation »

Chacun apporte ainsi sa pierre à l'édifice et l'association obtient la reconnaissance des institutions : en 2023, c'est l'agrément « tiers lieu » délivré par le Département ; en 2024, Lakou Bosco est reconnue centre social par la CAF et reçoit l'agrément « éducation académique » du rectorat ; et en 2025, c'est l'agrément « jeunesse et éducation populaire » qui lui est délivré par la Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports. Dans quelque temps, l'association devrait déménager dans de nouveaux locaux : le Village Lakou Bosco, composé d'espaces chaleureux et de rencontre autour d'un manguier centenaire ! Les travaux ont tout juste commencé. « Sur les 2,2 millions d'euros qu'il nous faut, nous avons déjà 2 millions, financés majoritairement par la CAF, mais également le Département, Action Logement et les fondations privées. Ne reste plus que 200 000 euros à trouver », note Arthur Massiet du Biest. « Ensuite, il faudra continuer à faire vivre la structure dans ce même esprit Lakou. L'idée est que ça devienne un lieu de ressourcement, de partage, où toutes les différences sont les bienvenues, où on n'attire pas seulement le jeune, mais aussi l'oncle, le cousin, la grand-mère... Et que chacun y trouve un espace qui lui convienne puisqu'on aura une cuisine, un "repair café" pour apprendre à réparer plutôt que jeter, une salle multimédia, un lieu d'accueil parents-enfants, un terrain de sport... »

S'agrandir, oui, mais pas question d'y perdre son âme. L'esprit lakou doit perdurer, fait de bienveillance, de confiance et d'espérance car, comme le disait l'éducateur Jean Bosco : « Sans affection, pas de confiance ; sans confiance, pas d'éducation. »

80

C'est le nombre de
jeunes de 4 à 16 ans
accompagnés par Lakou
Bosco par semaine.

« UNE DEUXIÈME FAMILLE... »

« J'ai vu les affiches et j'ai eu envie de venir », se souvient Nancy, aujourd'hui âgée de 14 ans, comme Daniel. Lui est venu à Lakou Bosco après avoir rencontré Arthur dans le quartier. « Je jouais dans la rue et Arthur est venu avec une autre personne de l'association. Ils ont dit qu'ils aidaient les jeunes, qu'ils organisaient des sorties, des activités... »



©Cédric-Isham Calvados

Depuis quatre ans, Nancy et Daniel (notre photo) viennent environ deux fois par semaine et pendant les vacances. « C'est une deuxième famille, confie l'adolescent. C'est là que je viens quand j'ai besoin de quelque chose », sûr d'y trouver le soutien dont il a besoin. « Ma mère est anglophone et elle m'a aussi encouragé à venir car ici, on peut m'aider à faire mes devoirs », poursuit Daniel.

Depuis tout petit, l'adolescent rêve de devenir sapeur-pompier. « Arthur est allé voir à la caserne des Abymes et j'ai pu participer à la sélection des jeunes sapeurs-pompiers. » S'il n'a pas encore franchi le pas, Daniel sait maintenant ce qu'il lui reste à faire pour atteindre son rêve.

Nancy, elle, ce qu'elle apprécie, ce sont les rencontres, et Lakou Bosco lui a permis de nouer de nouvelles amitiés, des jeunes de son âge à qui elle n'aurait pas forcément parlé à l'école, « à cause des a priori », explique l'adolescente : « Ici tout le monde peut venir et j'ai appris qu'il ne faut jamais juger les gens sans les connaître... ».

Lien vers la cagnotte
en ligne pour le
financement du
village LAKOU BOSCO



©Cédric-Isham Calvados

ACCOMPAGNER LES PARENTS POUR AIDER LES ENFANTS

Kristy de la Clémendière est à la fois bénévole et prestataire. Elle anime les séances de fitness pour les « mamans », les « émancipées » comme elle les appelle parfois. « Nos premières séances, on les a faites volets fermés parce qu'elles ne voulaient pas être vues, se souvient Kristy. Et aujourd'hui, on fait du sport en extérieur, du vélo, de la natation... On est même parties à Marie-Galante. » Certaines de ces femmes ont d'ailleurs suffisamment repris confiance en elles pour s'engager dans un parcours de retour vers l'emploi. Parce qu'en accompagnant les parents, on aide aussi les enfants. « On ne peut pas faire sans eux », insiste Delphine Ravier, la responsable du pôle famille qu'elle a créé il y a deux ans avec un objectif en tête : « rétablir le parent dans son rôle de premier éducateur ». Pour ce faire, « il faut déjà être à l'écoute ». L'approche est alors globale, allant de la médiation avec les instances de droit commun comme la CAF, à des formations pour développer les habilités parentales, en passant par des activités pour renforcer l'estime de soi ou la complicité avec son enfant...

« Le cœur de cible est toujours le jeune, rappelle Delphine Ravier. Mais quand ça fonctionne, on le doit à la mobilisation de toute la communauté : salariés, bénévoles, parents... »

*Kristy de la Clémendière
fait partie des 35 bénévoles
de l'association qui
cherche toujours à
grossir ses effectifs.*



©Cédric-Isham Calvados



À Terre-de-Bas, les bénévoles de l'association Koud Senn' organisent des opérations ramassage de déchets.

C'est un petit peu avant la crise sanitaire que l'association est née, fruit d'un constat d'Henric Bordey : les Saintois désertent leur île, faute d'opportunités professionnelles. L'homme, très impliqué dans la vie locale, décide alors de créer Koud Senn', qui tire son nom de ce moment si spécifique de la pêche antillaise lorsque tout le monde vient tirer le filet puis partager les poissons au petit matin. « Notre esprit, c'est de

KOUD SENN', UNE ASSOCIATION POUR REVITALISER TERRE-DE-BAS

Par Amandine Ascensio

rassembler tout le monde », rappelle Malika Bordey, qui a repris les rênes de l'organisation (qui compte 70 membres) depuis novembre 2023, et relancé une foule d'activités. Nettoyage de plages et de mares, actions culturelles et sportives, prévention santé ou mise à l'honneur d'habitants engagés, l'association réussit son pari d'animation locale : « Début septembre, nous avons mené une opération d'embellissement du cimetière. On a nettoyé et repeint les tombes de nos aïeux », explique la présidente. « Les dons ont afflué de toutes parts : alimentaire, sacs-poubelle, boissons, peintures, pinceaux... », énumère-t-elle. Un peu plus tôt dans l'année, c'était une célébration des femmes entrepreneures de l'île. « On en a recensé 22 ! »

La présidente voit dans son engagement « une mission de vie ». Une farouche envie de ne pas laisser son île s'éteindre. « Quand l'association s'est créée, c'est une jeune pousse de bois d'Inde, l'or vert de Terre-de-Bas (qui en compte des forêts, ndlr), qui en est devenue le symbole : elle est toujours là, et grandit avec l'association. »

À LA DÉSIRADE, TITÈ PRÉSERVE LES RÉSERVES NATURELLES

LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EST AUSSI UN DES ENJEUX DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE. À LA DÉSIRADE, OÙ DEUX RÉSERVES NATURELLES ONT ÉTÉ ÉRIGÉES, LEUR PROTECTION DÉPEND D'UNE ASSOCIATION.

Par Amandine Ascensio



L'idée est partie d'une réflexion familiale, collective, avant de devenir un véritable projet de territoire et une société coopérative d'intérêt collectif.

« L'idée, résume Patrick Chelza, porteur du projet depuis plusieurs années, c'est de mutualiser. » La collecte des produits issus de l'agriculture d'abord. Alors, pour ce faire, il mobilise dans un appel à manifestation d'intérêt 300 petites fermes agroécologiques sur l'ensemble de Marie-Galante. « Des petites fermes, ce sont des superficies inférieures à un hectare, sur lesquelles on peut produire avec des méthodes écologiques qui, on le sait, permettent un bon rendement. » Chacune pourra apporter ses productions (patate douce, igname, fruit à pain...) à la Légumerie-Conserverie installée dans le nord de l'île. « C'est un espace où on va pouvoir recevoir les légumes, mais aussi les transformer grâce à un investissement dans un bâtiment et des machines qui permettront de préparer et de conserver les légumes. On a aussi fait un second appel à manifestation d'intérêt, ces dernières semaines, à une centaine d'artisans qui font de l'agrotransformation », ajoute Patrick Chelza. « On veut mettre en valeur notre patrimoine agricole, faire participer la population marie-galantaise, mais que ça soit elle, aussi, qui bénéficie de ces productions qui pourront aller dans les cantines, sur les étals du marché ou encore dans les restaurants locaux. »

La construction du bâtiment devrait démarrer dès ce mois de novembre. Le projet, très soutenu, pourrait bien être un laboratoire de la souveraineté alimentaire pour le reste de la Guadeloupe.

À MARIE-GALANTE, UN TIERS-LIEU NOURRICIER POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Par Amandine Ascensio



À Grand-Bourg de Marie-Galante, un tiers-lieu nourricier
va voir le jour sous l'impulsion de Patrick Chelza.



Sur les routes
de La Désirade,
des panneaux
indiquent la
présence d'iguanes
"péyi", espèce
classée en
danger critique
d'extinction.

Créée en 2002, l'association Titè a vu le jour à la demande de la mairie de La Désirade. L'objectif, à l'époque, était d'impliquer la population locale dans la gestion du site, en partenariat avec l'Office national des forêts. Les équipes sont chargées de surveiller les sites, entretenir les sentiers, les équipements, faire les suivis des protocoles scientifiques, accueillir le public dont la fréquentation est limitée et, bien sûr, faire de la pédagogie sur les espèces présentes. Notamment les iguanes endémiques, par exemple, qui sont, en Guadeloupe, menacés par un de leurs cousins, l'iguane commun. La Désirade et Petite-Terre sont les deux derniers bastions de l'archipel où l'iguane "péyi" est encore sauf. La réserve de Petite-Terre accueille même, selon la documentation scientifique, entre 30 et 50 % de l'espèce au

niveau mondial. Chaque année, des suivis de la faune et de la flore sont organisés sur l'atoll situé au sud-est de l'archipel : comptage, marquage, recensement des tortues, iguanes, poissons, plantes diverses, etc. Les scientifiques et bénévoles qui œuvrent à cela mesurent également la perméabilité des réserves aux espèces exotiques envahissantes, comme les rats, et proposent des solutions pour maîtriser leur impact. Sur la réserve de La Désirade, concernant les iguanes, un projet de restauration de l'habitat des iguanes, financé par le programme « Mission Nature » de la Française des jeux, devrait se mettre en place en 2026. L'objectif ? Replanter des arbres et arbustes pour favoriser le repeuplement de la Pointe des Colibris. Là-bas, la population d'iguanes est passée de 550 individus en 2012 à 150 en 2022...

SAINT-MARTIN

UN LEVIER ESSENTIEL POUR LA TRANSFORMATION DE L'ÎLE

Par Ann Bouard

À Saint-Martin, l'économie sociale et solidaire n'est plus une option marginale, mais un véritable outil de transformation économique. Adoptée en 2023, la feuille de route a franchi une étape importante avec le projet de création d'une Chambre territoriale de l'ESS (CTESS). Véritable pivot, cette instance visera à structurer un écosystème encore fragile : aujourd'hui, 82 structures relèvent de l'ESS sur l'île, dont 86 % d'associations, générant 181 emplois.

La CTESS aura ainsi pour mission de fédérer et d'accompagner les acteurs locaux, en apportant un soutien administratif, des formations et une mise en réseau. Déjà treize porteurs de projets ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé incluant ateliers, incubation et aide au développement de modèles coopératifs. Le Dispositif local d'accompagnement, piloté depuis la Guadeloupe, vient renforcer ce socle en épaulant les associations saint-martinoises.

Au-delà, plusieurs leviers structurants sont en cours : un observatoire territorial pour mesurer l'impact socio-économique de l'ESS, un fonds de dotation dédié et le déploiement de Pôles territoriaux de coopération économique favorisant innovation et partenariats. À l'échelle caribéenne, la création d'un Pôle d'excellence pour la formation des cadres devrait compléter cette dynamique.

Il s'agit d'ancrer durablement l'ESS dans le paysage local. Plus qu'une tendance, c'est une nécessité pour répondre aux défis sociaux, environnementaux et économiques du territoire.

LE BRICOBUS AU SERVICE DE LA JEUNESSE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE

Par Ann Bouard

Véritable atelier mobile, le Bricobus sillonne l'île pour aller à la rencontre des habitants. Pour Maé Bridier, directrice des Compagnons Bâtisseurs de Saint-Martin, l'objectif est de « transmettre des savoir-faire pratiques en matière de bricolage, petites réparations et entretien courant, tout en favorisant l'autonomie des locataires du parc social ».

D'octobre à décembre, le Bricobus concentre ses actions autour de trois grands axes. En premier lieu, le programme d'action jeunesse qui propose des initiations aux métiers du BTP, des chantiers solidaires et des ateliers de découverte pour développer compétences et appétence des jeunes. Ces actions sont organisées en partenariat avec Nature is the Key, Madtwoz et Mme Dania Amacin à Sandy-Ground. Ce projet bénéficie du soutien de la Cité éducative, de la CAF, du Fonds de développement pour la vie associative, des Bricos du cœur et de la Fondation de France.

Le projet Chrysalide, lui, accompagne les personnes dites « invisibles », éloignées des dispositifs classiques, en misant sur la remobilisation « par le faire » et « l'action concrète ». Ce dispositif, monté en consortium avec l'Alefa [1], bénéficie du soutien de l'État via le programme financier O2R.



© Ann Bouard

Enfin, le Bricobus poursuit son accompagnement des locataires du parc social avec des chantiers à domicile d'auto-réhabilitation, des dépannages pédagogiques et des animations collectives. Deux chantiers solidaires sont également programmés dans des écoles.

Outil de proximité, le Bricobus contribue également à la prévention cyclonique et à la sensibilisation des familles aux enjeux de résilience, alliant ainsi solidarité, apprentissage et sécurité pour le territoire.

[1] Association laïque pour l'éducation, la formation, la prévention et l'autonomie.



©DR

Phase Concept aide les personnes en grande précarité et organise des grandes collectes de dons.

PHASE CONCEPT, UN « PONT POUR TOUS » À SAINT-MARTIN

Par Ann Bouard

À Saint-Martin, la solidarité prend souvent racine dans les initiatives locales. L'association Phase Concept illustre parfaitement ce dynamisme citoyen en se définissant comme un « pont pour tous », reliant familles, associations et institutions autour d'actions concrètes.

Lancée avec l'ambition de combler les manques du quotidien, Phase Concept est l'idée d'une jeune femme, Henry-Aude Marie Yacoub Chabrol. Sa démarche repose sur une idée simple. « Je veux mutualiser les forces disponibles pour répondre aux besoins pressants des habitants, notamment dans les quartiers les plus fragiles. » L'association, qui agit à la croisée du social et du communautaire, favorise ainsi sur la mise en réseau, préférant jouer le rôle de catalyseur plutôt que de structure isolée.

En cette rentrée, Phase Concept a coordonné une opération de collecte et de redistribution d'uniformes et de fournitures scolaires. « Alléger le fardeau financier des parents et garantir à chaque élève les conditions minimales pour débiter l'année est très important à cette période. » Grâce à un maillage de bénévoles et à l'appui d'autres associations, des centaines d'articles ont été redistribués dans plusieurs quartiers.

Au-delà du geste immédiat, l'initiative témoigne d'une volonté plus large : créer des synergies locales pour que l'entraide devienne un réflexe collectif. Dans un contexte où les besoins sociaux sont prégnants, Phase Concept s'impose discrètement, mais efficacement, en démontrant qu'un tissu associatif dynamique peut faire la différence.

MARTINIQUE



L'économie
sociale et
solidaire
représente
8,1% des
entreprises
martiniquaises.



15,2% de
l'emploi privé
martiniquais.

En Martinique, il existe :
**970 entreprises
de l'ESS** dont
84,6% d'associations,
11,6% de coopératives,
3,2% de mutuelles,
0,5% de fondations.

Source : ESS France Outre-mer - L'ESS en Martinique en 2024

Ces structures
représentent
à elles seules

11 983
salariées

à hauteur de :

94% dans les associations,
4% dans les coopératives,
1% dans les mutuelles.



71% de
femmes
salariées
dans l'ESS.



296M€ de
masse salariale
brute annuelle.

3

QUESTIONS À ...
NATHALIE CHILLAN,
FONDATRICE DE KAYSO

KAYSO ACCOMPAGNE LES ULTRAMARINS POUR LEURS SOINS EN HEXAGONE

Par Adeline Louault



© Jean-Ablert Coopmann

Quelle est la genèse de Kayso ?

Mon histoire personnelle [j'ai été diagnostiquée d'un cancer du sein en 2013] et mon métier de communicante m'ont poussée à créer une association, Ma Tété, dédiée au soutien des personnes atteintes d'un cancer du sein. Des femmes me demandaient souvent des contacts pour se faire soigner en Hexagone. L'idée de Kayso

a germé. Après une formation en entrepreneuriat social et solidaire et une incubation à Créanov à la Technopole Martinique, la structure a vu le jour en novembre 2024.

Quel est le concept ?

Kayso est une plateforme téléphonique d'assistance santé visant à alléger la charge mentale des patients pour leur permettre de se concentrer sur leur rétablissement. Nous offrons un accompagnement administratif et logistique. Les personnes composent le 0696.601.699 et nous exposent leur situation. Nous répondons à toute demande de santé liée à une pathologie nécessitant des soins en Hexagone ou dans un autre territoire ultramarin. Pour répondre à leurs problématiques, souvent d'ordre budgétaire, nous nouons des partenariats avec des compagnies aériennes, des réseaux d'hébergement, ainsi que des associations d'entraide. Notre plateforme est ouverte aux patients et à leurs aidants de Martinique, Guadeloupe et Guyane. Nous cherchons actuellement à identifier des propriétaires ultramarins disposés à louer ponctuellement des logements proches de centres de soins.

Vous proposez également un nouveau service d'accompagnement en Martinique ?

Oui, nous assistons les Ultramarins vivant en Hexagone ou à l'étranger dans le suivi logistique et administratif de leurs aînés restés en Martinique. Nous prévoyons de renforcer notre équipe, notamment avec un télé-opérateur basé en Hexagone pour pallier le décalage horaire et ainsi assurer une permanence pour nos services.

SOLIPÉYI, L'ÉPICERIE SOLIDAIRE DU PRÊCHEUR DEVENUE UN LIEU DE VIE



Margaux Ribelles (à gauche) a fondé Solipéyi pour répondre à un besoin sur le territoire. Elle est aux côtés de Fabien, bénéficiaire depuis plusieurs mois.

EN MARTINIQUE, 16 ÉPICERIES SOCIALES ET SOLIDAIRES ACCUEILLENENT AUJOURD'HUI PLUS DE 1 700 BÉNÉFICIAIRES. AU PRÊCHEUR, L'ASSOCIATION SOLIPÉYI ACCOMPAGNE À ELLE SEULE PRÈS DE 80 FAMILLES CHAQUE MOIS. DEUX SALARIÉES Y GÈRENT L'ACCUEIL, LA DISTRIBUTION ET L'ANIMATION D'ATELIERS COLLECTIFS. PLUS QU'UNE ÉPICERIE SOLIDAIRE, C'EST UN VRAI LIEU DE RENCONTRE ET D'ÉCHANGES.

Par Noémie Dutertre

Un jeudi matin au Prêcheur, tout au nord de la Martinique, dans le petit local de l'association Solipéyi, une dizaine de personnes sont installées autour de la table pour participer à un atelier sur l'emploi. La discussion est animée, chacun partage ses expériences, ses inquiétudes, ses astuces aussi. On boit du café et on mange des biscuits. À la fin, certains discutent, d'autres font leurs courses dans la petite épicerie attenante.

« Ici, je me sens bien, je me sens utile », raconte Fabien, bénéficiaire de l'épicerie Solipéyi depuis plusieurs mois. « Quand je viens, je repars parfois avec un sac rempli, mais surtout avec le sourire. Ce n'est pas seulement pour la

nourriture que je viens : on retrouve du monde, on parle, on s'entraide », lance-t-il.

Originaire de Saint-Pierre, la ville attenante au Prêcheur, Lélé, 79 ans, ne manque jamais ses rendez-vous à Solipéyi. « J'étais vraiment seule, ça m'a permis de remonter la pente », confie-t-elle toute pimpante, le rouge aux lèvres. « Je viens deux fois par mois. Ça me permet de faire des économies parce qu'ici, ce n'est pas cher, et surtout je me sens en famille. Et, avec les bons produits, je mange mieux. »

80 familles bénéficiaires

Fondée en 2018 et inaugurée en 2023, Solipéyi est le fruit de la détermination de Margaux Ribelles, conseillère en économie sociale et familiale. Installée en Martinique depuis dix ans, elle a rapidement perçu l'ampleur des besoins. « Il y avait très peu d'épiceries solidaires sur le territoire et beaucoup de familles en difficulté. J'ai voulu créer une structure qui puisse répondre à ces attentes », raconte-t-elle.

Aujourd'hui, environ 80 familles sont suivies par l'association. Le principe est simple : selon la composition du foyer, un budget d'achat plafonné permet de réaliser ses courses à moindre coût (40 € pour une personne seule, 48 € pour deux, etc.). « Ce n'est pas de la gratuité, mais un coup de pouce, souligne Margaux. Et surtout, c'est un cadre bienveillant, où personne n'est jugé. » D'autant plus que les produits sont vendus à moins 70 %.

Solipéyi ne se limite pas à remplir les placards de la cuisine. Chaque semaine, des ateliers collectifs sont proposés sur la nutrition, la gestion budgétaire, la santé ou encore l'emploi. « Beaucoup de gens viennent aussi

pour rompre leur solitude », poursuit la directrice qui accueille principalement des familles monoparentales [des femmes] et des retraités.

Solipéyi fait partie des 16 épiceries sociales et solidaires de Martinique. Ensemble, elles ont accompagné plus de 1 700 bénéficiaires en 2024. De plus en plus de travailleurs pauvres se rendent dans ces épiceries, comme le constate Margaux Ribelles, confirmant ainsi le premier baromètre national des travailleurs pauvres (avril 2025).

La petite épicerie du Prêcheur s'approvisionne auprès de fournisseurs locaux. Elle reçoit aussi quelques dons d'enseignes de distribution et s'associe avec un producteur pour les paniers de fruits et légumes bio. L'Andes, le réseau national des épiceries solidaires, lui fournit également des vivres.

Elles sont seulement deux salariées à faire vivre la structure : Margaux et Louisa. Le bénévolat est peu développé au sein des épiceries sur l'île, seulement 4,6 bénévoles en moyenne, contre 17,6 dans l'Hexagone.

Plateforme d'approvisionnement, jardin partagé ...

Le financement est un autre point de fragilité pour l'épicerie : « Les subventions diminuent chaque année », s'inquiète la directrice. « Il nous faut trouver des alternatives pour continuer. »

C'est pourquoi Margaux Ribelles et son équipe réfléchissent



Lélé, 79 ans, vient deux fois par mois à l'épicerie pour « faire des économies ». Elle habite juste à côté, à Saint-Pierre.

à une plateforme d'approvisionnement mutualisée afin de récupérer davantage d'invendus et réduire le gaspillage. En 2026, un jardin solidaire devrait également être mis en place entre Saint-Pierre et Le Prêcheur.

« Solipéyi, ce n'est pas qu'une épicerie, ça crée une petite vie de quartier », conclut Fabien. « C'est un endroit qui redonne confiance. On ne vient pas seulement chercher de quoi manger, on vient chercher de la dignité ! »



Solipéyi, c'est aussi et surtout un lieu de rencontre et d'échanges. À l'image de ces bénéficiaires qui y viennent pour discuter ou participer à des ateliers.



© Jean-Albert Coopmann

*Chantal
Sacarabany-Perro,
directrice de Ciné
Woulé, juste avant
une projection
en plein air aux
Trois-Îlets.*

Depuis plus de vingt ans, Ciné Woulé, porté par l'association Cadice (Centre d'actions et de développement d'initiatives culturelles et éducatives), parcourt la Martinique pour rendre le cinéma et l'éducation audiovisuelle accessible à tous. Habilitée par le Centre national du cinéma et équipée en matériel numérique mobile, Ciné Woulé défend une culture inclusive en projetant des films en plein air dans

CINÉ WOULÉ, LE CINÉMA QUI VA À LA RENCONTRE DES MARTINICAISS

Par Adeline Louault

les quartiers éloignés des multiplexes, de Fort-de-France à Trinité. Mêlant réflexion et rythme soutenu, les longs-métrages sont choisis pour un public familial. « Nous sommes soutenus par la direction des Affaires culturelles, la collectivité territoriale de Martinique, la CAF, ou encore les contrats de ville, mais les frais d'exploitation restent élevés », explique Chantal Sacarabany-Perro, la directrice. « Chaque année, nous cherchons de nouvelles subventions pour rémunérer nos huit salariés et nous développer. »

Au-delà des projections gratuites pour le grand public ou des séances scolaires à tarif solidaire, Ciné Woulé mène des actions éducatives via les dispositifs d'État « École et cinéma » ou « Lycéens et apprentis au cinéma », avec des ateliers autour de l'image et des métiers de l'audiovisuel. « Nous voulons permettre aux petits Martiniquais d'avoir les mêmes droits et chances que les autres, et pourquoi pas susciter des vocations ? » Le programme « Passeurs d'images », qui permet chaque été à des adolescents d'écrire, tourner et monter leurs propres courts-métrages, a d'ailleurs révélé de jeunes talents comme la scénariste Sarah Malléon ou la comédienne Steffy Glissant.

D'ANTILLES ET D'AILLEURS, UN « COCON » POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES EN GRANDE PRÉCARITÉ

Par Noémie Dutertre



© Jean-Albert Coopmann

DES VACANCES POUR TOUS AVEC GÉNÉRATION CFASE

Par Noémie Dutertre



Depuis plus de trente ans, Jean-Jacques Christophe s'engage pour ouvrir des horizons aux enfants et familles de Martinique. Directeur de l'association Génération Cfase, il défend un tourisme solidaire, accessible à ceux qui n'auraient jamais pu en profiter. Ainsi, une mère seule avec ses deux enfants a récemment pu participer à une semaine de vacances en dehors du territoire. Pour ces enfants qui n'étaient jamais sortis de leur quartier, ce séjour a été une véritable découverte. « Ces familles vivent un vrai moment de respiration et d'ouverture », souligne Jean-Jacques Christophe. En effet, l'association accompagne les familles les plus fragiles grâce à des séjours collectifs en Martinique, en Guadeloupe ou encore à la Dominique.

Créée en 1992, l'association a aussi développé l'accueil collectif de mineurs avec des séjours aux États-Unis, en Europe ou dans la Caraïbe. Ainsi, les jeunes découvrent d'autres cultures, d'autres paysages et s'enrichissent au contact du monde. Chaque année, près de 1 000 enfants et familles bénéficient de ces initiatives. « Je ne suis pas un commerçant du tourisme », prévient le directeur, très humble. Pour lui, un voyage est plus qu'un loisir, c'est un outil de solidarité, de partage et d'inclusion.

Au-delà du tourisme solidaire, Génération Cfase est un acteur de l'action sociale. L'association organise des garderies périscolaires et des activités de loisirs pour les jeunes. Elle propose des formations professionnelles certifiées dans le domaine social et éducatif et enfin, elle développe des initiatives pour les aînés. Mais l'esprit reste toujours le même : soutenir les familles et favoriser l'inclusion.

www.generationcfase.fr

*Jean-Jacques Christophe défend un
tourisme solidaire depuis plus de 30 ans.*

MARTINIQUE | EWAG

En Martinique, l'ONG D'Antilles et d'Ailleurs accompagne depuis 2016 des femmes en grande précarité et porte des projets d'insertion professionnelle, éducatifs et économiques. Depuis sa création, près de 400 femmes ont franchi les portes des « Trois lieux ». Un « cocon » qui regroupe l'ONG D'Antilles et d'Ailleurs et deux autres associations, le mouvement du Nid et Femmes latino-américaines en mouvement (FLAM). C'est un espace qui est à la fois centre social, médical et de formation. « Notre public cible, ce sont des femmes en grande précarité, victimes de violences, d'exploitation sexuelle ou de prostitution, issues de la migration, mères seules, avec des difficultés d'apprentissage... », explique Lavinia Ruscigni, directrice de l'ONG (notre photo). Psychologues, assistantes sociales, médecins et

formatrices se relaient pour ainsi redonner confiance et autonomie. « Nous venons de lancer un restaurant associatif, qui devient aussi un lieu d'apprentissage », souligne également la militante féministe.

Avec une équipe de onze salariés, D'Antilles et d'Ailleurs accompagne régulièrement 80 à 90 femmes. Ses projets s'appuient sur des partenariats institutionnels (Union européenne, ARS, Ademe, CAF, préfecture de Martinique, etc.) et des fondations privées. L'ONG souhaite désormais développer des antennes dans la Caraïbe. « Nous suivons simplement le parcours migratoire des femmes que nous accompagnons », explique Lavinia Ruscigni. Italienne d'origine, elle conclut : « J'ai eu le privilège de pouvoir choisir ma vie. Alors je rends, par passion et par conviction ! »





©Jean-Albert Coopmann

ENTRE L : DES FEMMES DE MARTINIQUE VIVENT L'ENTREPRENEURIAT AUTREMENT

« UNE POUR TOUTES, ET TOUTES POUR UNE... ET LA MARTINIQUE ! » FACE À L'ISOLEMENT SOUVENT RENCONTRÉ PAR LES ENTREPRENEUSES, ENTRE L EST UNE COMMUNAUTÉ DE COOPÉRATION, D'ENTRAIDE ET DE CO-CONSTRUCTION. OBJECTIF : FAVORISER LE SUCCÈS, LE DÉVELOPPEMENT ET L'IMPACT LOCAL DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ.

En Martinique, elles sont de plus en plus nombreuses à refuser l'isolement entrepreneurial. C'est pour elles qu'en 2022, Corinne Concy, fondatrice de Kaléidoscope, structure d'appui à l'entrepreneuriat social, crée Entre L. « Plus de 90 % des porteurs de projet que nous accompagnions étaient des femmes », explique-t-elle. « Il est apparu évident de leur proposer un espace dédié. »

Aujourd'hui, Entre L réunit une quarantaine de membres. Ses missions : fédérer, valoriser les talents, former et offrir une alternative à celles qui veulent entreprendre autrement. « Nous croyons à l'équilibre entre efficacité économique et utilité sociale et environnementale », insiste Corinne Concy.

De gauche à droite : Catherine Désir (Corps et Com), Corinne Concy (Kaléidoscope), Sandra Jean-Louis (Experte RH et Kaléidoscope), Djény Marie-Sainte (Présidente de l'Asso TALITA KUMI), Corinne Granville (Retraitée de la fonction publique), Eunisse Arrondel (EMLRH), Chrystèle Delzescaux (B3CUBE), Yolène Arthus (Bénévole associative)

Mutualiser les marchés, les projets, les outils, les moyens...

La solidarité se vit au quotidien. Chrystèle Delzescaux, directrice de B3 Cube, transforme des conteneurs maritimes en espaces de vie. Elle propose ainsi des espaces éphémères dédiés aux entrepreneuses. La communauté repose sur une charte co-construite. Les entrepreneuses, en adhérant, s'engagent à contribuer, animer et piloter l'action d'Entre L mais aussi à mutualiser, échanger, se connecter, explorer de nouveaux marchés, se former et innover.

Pour Eunisse Arrondel, consultante RH et fondatrice d'ELMRH, ce réseau qui lui ressemble « permet de partager [son] expertise en gestion du stress ». De son côté, Manuella Toussay, fondatrice de Luso Label Consulting, développe des coopérations entre la Martinique et le Brésil. « Ensemble, nous réfléchissons à des projets communs », souligne-t-elle en évoquant une rencontre récente avec la présidente de l'Institut brésilien de l'économie circulaire. Le collectif accueille également Catherine Désir, à l'origine de Corps & Com, organisme de formation autour du langage corporel, ou encore Corinne Granville, retraitée de la fonction publique porteuse d'un projet d'intérêt général. Chacune apporte ainsi ses compétences : de l'action sociale au conseil, en passant par l'entrepreneuriat et le développement local. Ensemble, elles vont plus loin et ambitionnent de co-crée des initiatives porteuses de sens, de valeur et d'emplois locaux durables.

Contact et adhésion : entrel@kaleidoscope-dom.com

Connectez-vous
à votre *territoire*
Donnez du sens
à vos *idées* d'entreprises
Et faites la *différence*



Clarification
de projet



Renforcement des
compétences



Soutien à la stratégie
et aux financements



Accès à un réseau
engagé et efficace



Visibilité
et crédibilité accrues

KALEIDOSCOPE DOM

Nous sommes une structure d'appui, solidement ancrée dans les réalités locales, dédiée aux Initiatives et aux Entreprises Ecologiques, Sociales et Solidaires.

Depuis 10 ans et forte de plus de 25 ans d'expériences plurielles, notre équipe mobilise, adapte et crée les métiers, méthodes, outils et réseaux engagés, au service des porteurs de projets, des structures ESS et des acteurs des territoires.

MARTINIQUE • GUADELOUPE • GUYANE

*“ Je comprends le nom
KALEIDOSCOPE !*

*Un nombre infini de
possibilités de faire mieux
avec ce qu'on a ! ”*

Vous avez un projet à impact ?
Contactez-nous !
contact@kaleidoscope-dom.com
www.kaleidoscope-dom.com



KALEIDOSCOPE
— Agitateurs d'idées - Créateurs de sens —
ENTREPRENDRE AUTREMENT

GUYANE



**« L'ESS
N'EST PAS UNE
ÉCONOMIE DE
RÉPARATION »**

DANS UN TERRITOIRE JEUNE, MULTICULTUREL ET MARQUÉ PAR DE FORTES INÉGALITÉS, L'ESS JOUE UN RÔLE STRUCTURANT. ÉLODIE LUDMILA EUGÉNIE, DIRECTRICE DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DE L'ESS GUYANE, APPORTE UN ÉCLAIRAGE SUR LES DÉFIS D'UN SECTEUR EN PLEIN ESSOR.

Par Adeline Louault

À quoi ressemble l'ESS en Guyane ?

Elle reflète la diversité du territoire. Largement tournée vers l'action sociale, qui représente 39 % des emplois du secteur, elle est aussi très présente dans les sports et loisirs, l'enseignement, la santé ou encore l'accompagnement des entreprises. Des domaines liés aux besoins d'une population très jeune (plus de la moitié des Guyanais a moins de 25 ans) et à un fort taux de chômage. On compte environ 10 % d'entreprises relevant de l'ESS en Guyane, principalement des microstructures, comme dans l'économie locale classique. Parmi elles, 93 % sont des entreprises associatives. Ce terme est important car, dès lors qu'une association emploie un salarié et produit de la valeur, elle fait pleinement partie du tissu économique.

Pourquoi autant d'associations ?

Elles portent d'abord des élans citoyens. Ce statut est souvent la voie la plus simple pour entreprendre et permet en outre de se lancer rapidement. Cela dit, nous devons changer le regard porté sur ces structures dont la dimension économique est souvent niée. Une association n'est pas qu'un projet de loisir ou un espace de bénévolat.

Quels sont les freins au développement de l'ESS en Guyane ?

Les structures manquent de financements, mais surtout de compétences. En Guyane, seules 20 % des personnes en âge d'avoir un diplôme ont un niveau supérieur au bac. Or, pour élaborer un modèle économique, chercher des financements ou construire des partenariats, il faut des savoir-faire techniques. À la Cress, nous réalisons un diagnostic de deux heures avec chaque porteur de projet. Ensuite, selon ses besoins, nous l'orientons vers les bons dispositifs d'appui, ou nous proposons un accompagnement individuel plus poussé.

Quels sont les enjeux à venir ?

Le principal enjeu est la reconnaissance. L'ESS reste encore peu connue, y compris de ceux qui en relèvent sans le savoir. Elle souffre d'un manque de visibilité auprès des institutions, des entreprises classiques et même de la population. Notre rôle à la CRESS est d'agir comme un centre de ressources : nous accueillons, formons, outillons les acteurs économiques pour mieux structurer l'écosystème. Nous devons aussi construire des ponts avec l'économie conventionnelle, car l'ESS a beaucoup à apporter, notamment sur les questions d'innovation sociale et territoriale.

L'ESS est-elle une économie de transition ?

C'est une économie engagée, qui part du terrain et propose une autre façon d'entreprendre. Elle n'est pas une économie de réparation bricolée avec des bouts de ficelle. Elle repose sur des valeurs fortes telles que la coopération, l'utilité sociale et la solidarité. Elle permet aux citoyens de s'impliquer concrètement dans la transformation de leur territoire. Pour cela, il faut continuer à capitaliser sur ce potentiel, à fédérer les énergies, et à renforcer la reconnaissance institutionnelle de cette autre économie.

5 466

C'est le nombre d'emplois dans l'ESS en Guyane, représentant 15 % de l'emploi privé.

LES TIERS-LIEUX GUYANAIS, AU CŒUR DES DYNAMIQUES LOCALES

Par Adeline Louault

Bien que plusieurs initiatives aient précédé la formalisation du concept en 2019, les tiers-lieux se multiplient depuis peu pour répondre aux besoins sociaux, économiques et culturels de la Guyane. Réparti d'Est en Ouest, un véritable réseau territorial est en train d'émerger, avec l'appui de la Cress. Espaces de coopération, d'inclusion, de formation ou d'innovation, 17 structures agissent dans des domaines variés : art et culture, numérique, insertion, artisanat ou encore transition écologique. Certains tiers-lieux sont labellisés par l'État : 32Bis, L'Abattis et Manifact comme « Fabriques de territoire », et La Fabrique du Dégrad comme « Manufacture de proximité ». Autre exemple, le pôle territorial de coopération économique (PTCE) L'Accordeur héberge sur 1 600 m² une trentaine d'associations. Accessibles à tous, ces sites hybrides participent à la création d'emplois, renforcent le lien social et la mutualisation tout en encourageant des pratiques durables.



©Ronan Liétar

LE HUB ASER, LEVIER D'INSERTION ET D'ACHATS RESPONSABLES EN GUYANE

CRÉÉ EN 2024, LE HUB ASER FACILITE L'INTÉGRATION DES CLAUSES SOCIALES DANS LES MARCHÉS PUBLICS. OBJECTIF : FAVORISER L'EMPLOI LOCAL ET L'INCLUSION EN GUYANE. Par Adeline Louault

Porté par la Cress de Guyane, Coorace Guyane et la délégation régionale du Mouvement des Régies, le Hub ASER (Achats socialement et écologiquement responsables) est un outil innovant au service de la commande publique responsable. Associant des structures directement liées à l'insertion par l'activité économique (IAE) et à l'insertion professionnelle, ce collectif intervient sur plusieurs axes. Il agit comme guichet unique territorial des clauses sociales, assurant l'interface entre acheteurs

publics ou privés et entreprises attributaires avec l'objectif de faire de la commande publique un levier d'insertion sociale, de création d'emplois locaux et de transition écologique. Il fait également de l'animation territoriale dans le but de mobiliser les différents acteurs sur la nécessité de co-construire une commande publique plus inclusive. « Nous avons notamment des projets d'actions de formation destinées aux entreprises de l'ESS et de l'IAE afin de les outiller pour améliorer leur visibilité et les pousser à répondre à la commande publique », précise Frédérique Madelaine, déléguée régionale de Coorace Guyane (à droite sur la photo aux côtés d'Élodie Ludmila Eugénie, directrice de la CRESS Guyane). À la croisée des enjeux sociaux, économiques et environnementaux, le Hub ASER contribue à renforcer la place de l'ESS dans les dynamiques de développement durable en Guyane.

**UN ÉCO-TIERS-
LIEU POUR FAIRE
« POUSSER »
LES SAVOIRS
DE LA FORÊT**



©Ronan Liétar



©Ronan Liétar

FRANCE ACTIVE GUYANE : ACCOMPAGNER ET FINANCER L'UTILITÉ SOCIALE

IMPLANTÉE EN GUYANE DEPUIS 2023, FRANCE ACTIVE ACCOMPAGNE LES PORTEURS DE PROJET À FORT IMPACT SOCIAL ET SOLIDAIRE. GRÂCE À DES FINANCEMENTS ADAPTÉS ET UN APPUI STRATÉGIQUE, ELLE SOUTIENT L'ÉMERGENCE D'UNE ÉCONOMIE LOCALE PLUS INCLUSIVE ET DURABLE. Par Adeline Louault

« **N**otre mission est de renforcer les fonds propres du tissu associatif et des entreprises engagées dans l'utilité sociale, l'emploi et le développement territorial », expose Jeanine Laureau, directrice de l'association. France Active propose un accompagnement triple : financement (prêts participatifs ou gratuits, garantie d'emprunt, primes), conseil en ingénierie financière et mise en réseau pour donner aux porteurs de projet les moyens de réussir. En 2024, elle a financé 24 projets, injectant plus d'un million d'euros dans l'ESS. Est éligible toute structure (coopérative, association, mutuelle, fondation...) dont le projet, inscrit dans une logique d'utilité sociale, de solidarité et de gouvernance démocratique, répond à des problématiques locales. « Nous avons notamment accompagné une auto-école sociale nomade, avec un prêt participatif de 40 000 euros pour renforcer son fonds de roulement et pallier le décalage de paiement des subventions. » France Active a également soutenu un projet de résidence Habitat à Cayenne, destiné à accueillir des jeunes en formation ou en recherche d'emploi. « Nous avons accordé à l'entrepreneur une garantie d'emprunt et un prêt participatif de 300 000 euros pour finaliser son budget. » À noter que le montant moyen d'un prêt participatif est de 140 000 euros, mais peut atteindre jusqu'à 1,5 million d'euros.

À SAINT-GEORGES DE L'OYAPOCK, LE CENTRE PANAKUH DES SAVOIRS DE LA FORÊT (CPSF) VISE À PRÉSERVER LES SAVOIRS AMÉRINDIENS ET LA FORÊT AMAZONIENNE. INAUGURÉ EN 2022, IL SE PRÉSENTE COMME UN LIEU D'ACCUEIL, DE MÉMOIRE ET D'AVENIR. Par Adeline Louault

Porté par l'association Panakuh, issue de la communauté Paykwenh, et Nature Rights Guyane, le centre œuvre à la sauvegarde et à la transmission du patrimoine amérindien tout en explorant des voies concrètes de développement durable. « À travers des ateliers artisanaux — vannerie, gravure

sur calebasse, fabrication d'éco-bijoux, construction de carbet —, des chantiers agroforestiers, une micro-pépinière et des espaces de sensibilisation, cet éco-tiers-lieu entend reconnecter les jeunes à leurs racines, favoriser les liens intergénérationnels et encourager une économie locale respectueuse des savoirs et des écosystèmes », explique Massiri Gueye, coordinateur du programme "Savoirs de la Forêt", piloté par Nature Rights Guyane. Implanté actuellement sur un hectare, avec une extension en cours, le centre dispose de l'espace nécessaire pour développer une agriculture durable, avec l'objectif de devenir un site de production et de commercialisation. Ouvert aux communautés de Guyane et du Brésil voisin, ce lieu d'échanges et de rencontres a récemment été labellisé « Fabrique de Territoires ». Une reconnaissance nationale qui vient conforter sa vocation : devenir un pôle de transmission culturelle, de dynamisme associatif et de transition écologique dans l'Est guyanais.

LE TIERS-LIEU DE RÉFÉRENCE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN GUYANE



AU CŒUR DE CAYENNE, **L'ACCORDEUR** S'IMPOSE COMME UN LIEU UNIQUE, DÉDIÉ À LA COOPÉRATION, À L'INNOVATION SOCIALE ET AU DÉVELOPPEMENT DES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DE GUYANE. RECONNU COMME **PÔLE TERRITORIAL DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE (PTCE)**, IL INCARNE UNE VISION COLLECTIVE : MUTUALISER LES MOYENS, PARTAGER LES RESSOURCES ET CRÉER DES SYNERGIES AU SERVICE DU TERRITOIRE.

Des espaces adaptés à tous vos besoins

Que vous soyez une association, une entreprise de l'ESS, un porteur de projet, etc. L'Accordeur met à votre disposition des espaces fonctionnels et accessibles :

- **4 salles de réunion** équipées pour vos rendez-vous, vos ateliers ou vos formations,
- **1 salle de conférence** pour vos événements,
- **25 bureaux** partagés, favorisant les échanges et les collaborations entre acteurs de l'ESS
- **1 studio de podcast** pour donner la parole aux initiatives locales,
- **1 conciergerie solidaire** qui facilite le quotidien avec des services pratiques et responsables.

Bien plus qu'un lieu, un écosystème solidaire

Avec plus de **115 associations adhérentes** et **25 structures résidentes**, L'Accordeur est un véritable carrefour de l'ESS. On y retrouve des groupements d'employeurs, des organismes de formation, des coopératives, des associations culturelles, sociales et sportives, ainsi que des structures d'insertion. Ensemble, elles forment un écosystème riche et dynamique qui fait vivre la coopération au quotidien.

Des services solidaires pour faciliter la vie associative

Au-delà de ses espaces, L'Accordeur propose une palette de **services solidaires** : domiciliation, reprographie, appui logistique, location de matériel, relais postal... mais aussi des services innovants tels que la livraison de produits locaux, la coiffure, le fitness, le lavage de voiture ou encore des collations. Autant de solutions qui simplifient la gestion des structures et contribuent à renforcer leur impact sur le territoire. Un moteur de coopération et d'innovation sociale. Plus qu'un bâtiment, **L'Accordeur est un projet collectif**, pensé pour et par les acteurs de l'ESS en Guyane. En tant que PTCE, il favorise la mise en réseau, l'émergence de projets communs et le développement d'initiatives solidaires et durables. C'est un lieu vivant, inclusif et convivial, où chaque acteur trouve les ressources nécessaires pour grandir et contribuer à l'avenir du territoire guyanais.

Vous cherchez un espace pour vos réunions,
vos formations ou vos événements ?
**Réservez dès maintenant et rejoignez la dynamique
collective de L'Accordeur !**

📞 05 94 30 21 36

✉ laconciergerie@groupe-aprosep.com

UN PROJET TRANSFRONTALIER À DESTINATION DES HABITANTS D'AMAZONIE

Né d'une collaboration entre la Maison de la Photographie Guyane-Amazone (MAZ) et le collectif brésilien Fotoativa, Paneiro Luminoso déploie une série d'ateliers auprès d'adolescents et de jeunes adultes vivant dans des zones enclavées ou marginalisées, souvent confrontés à une perte de repères culturels dans un contexte de mutations sociales et environnementales. Démarré au Brésil (dans l'État du Pará) en 2025, le programme s'étendra en 2026 en Guyane.

Envisager l'éducation autrement

Inspiré par le photographe et pédagogue brésilien Miguel Chikaoka, cofondateur de Fotoativa, Paneiro Luminoso repose sur la « pédagogie de la lumière », une démarche éducative innovante, liée à l'étymologie du mot « photographie » : écrire avec la lumière. Le projet invite ainsi à observer la lumière et la façon dont elle interagit avec l'environnement pour se reconnecter à son identité et à son territoire. « La lumière est un langage, l'imagination un outil pour écrire le sensible », résume Anne-Laure Paris, coordinatrice du projet pour la MAZ.

Mené en milieu scolaire, le programme implique enseignants, artistes et médiateurs dans des ateliers transdisciplinaires, construits ensemble en amont. L'objectif : mobiliser les acteurs éducatifs autour d'une expérience collective qui ravive l'envie d'apprendre chez les jeunes.

Transmission, inclusion et coopération

S'appuyant sur l'expertise de Fotoativa et les outils développés par la MAZ (comme la mallette pédagogique), les ateliers favorisent l'expérimentation sensorielle et visuelle, tout en intégrant des disciplines comme l'histoire, les maths ou la biologie. À ce jour, plus de 700 jeunes ont déjà bénéficié du programme. « Les retours sont positifs, de la part des enseignants comme des jeunes. C'est valorisant d'accueillir des artistes et pédagogues venus à leur rencontre. Nous semons des graines qui, nous l'espérons, porteront des fruits », note l'équipe de la MAZ. Les productions (photos, récits, expositions) issues du projet seront présentées à la COP30 à Belém en novembre 2025.

Au-delà de la création artistique, Paneiro Luminoso agit comme un outil d'inclusion, de transmission et de citoyenneté. Le projet s'adapte aux réalités locales d'Amazonie (isolement, plurilinguisme...) et mise sur les échanges entre les équipes guyanaises et brésiliennes pour enrichir la démarche.

PANEIRO LUMINOSO VISE À RECONNECTER LES HABITANTS D'AMAZONIE À LEUR TERRITOIRE ET À LEUR IDENTITÉ PAR LA LUMIÈRE. ENTRE GUYANE ET BRÉSIL, LE PROJET INVITE À PERCEVOIR LA LUMIÈRE COMME UN MOYEN, À LA FOIS PHYSIQUE ET SYMBOLIQUE, DE CONSTRUCTION ET D'EXPRESSION DES CONNAISSANCES. Par Adeline Louault



Atelier "Camera oscura", réalisé par le collectif Fotoativa à l'Université Fédérale du Pará, à Belém (Brésil), en juillet.

UN PROJET SOUTENU PAR LE PROGRAMME CORÉOM

Paneiro Luminoso bénéficie du soutien du programme CORÉOM (Coopérations régionales ultramarines), financé par l'AFD, la Fondation de France et mis en œuvre par La Guilde. Ce dispositif vise à renforcer les coopérations culturelles régionales et à faire de l'art un vecteur de transformation sociale durable.

(Lire aussi en page 70-71)



Plus d'infos : fotoativa.org.br et www.maz-photographie.com



Anne-Laure Ginet, chargée de production à Manufact, association installée dans la Case n°5 du Camp de la Transportation.

C'est un espace où l'on passe du bon temps, mais ce n'est pas la maison. C'est un lieu où l'on "bosse" mais ce n'est pas un lieu de travail. C'est un FabLab (pour *fabrication laboratory*, en anglais), le premier de Guyane. « Ici, on a des outils divers, des machines à commandes numériques, comme des imprimantes 3D, des découpeuses laser, une brodeuse numérique, etc. », raconte Anne-Laure Ginet, chargée de production à Manufact, l'association initiatrice du tiers-lieu, qui a fêté ses 10 ans en 2025.

Dans le local, situé au Camp de la Transportation à Saint-Laurent-du-Maroni et réparti sur plusieurs pièces, s'étalent des projets divers comme ce « piano des légumes », qui permet de faire de la musique. Outil musical et pédagogique — utile pour reconnaître les légumes guyanais —, il est surtout un instrument d'apprentissage de la programmation numérique : une carte électronique reliée à des capteurs eux-mêmes rattachés aux fruits permet à un ordinateur de jouer une mélodie. Un gadget, mais très utile pour se familiariser avec le numérique. Car, à Saint-Laurent-du-Maroni, tout comme ailleurs en Guyane, la fracture numérique est réelle. En 2019, selon l'Insee, seuls 23 % des habitants (des communes accessibles par route, ce qui exclut un certain nombre de personnes) avaient des compétences « avancées » en matière de numérique et plus de 50 % affichaient des compétences faibles ou inexistantes.

Apprendre la base

« On s'est vite rendu compte qu'on devait s'orienter vers la médiation numérique », raconte Anne-Laure. Le tiers-lieu

LA KAZ LAB, DE LA FRACTURE NUMÉRIQUE AU LIEN SOCIAL

L'ASSOCIATION MANIFACT, QUI PORTE LA KAZ LAB, LE PREMIER FABLAB DE GUYANE, ŒUVRE AUTOUR DE LA MÉDIATION NUMÉRIQUE. ELLE EST UN TREMPLIN POUR DE NOMBREUX JEUNES.

Par Amandine Ascensio

a donc lancé des programmes d'accompagnement sur des « basiques » de l'utilisation de l'ordinateur : écrire un CV, une lettre de motivation ou accompagner des démarches administratives de plus en plus dématérialisées. « On a développé un accompagnement sur Parcoursup, très utilisé par les jeunes, parfois dépassés par la complexité du processus. »

L'association va plus loin : elle développe, avec six salariés, des animations en école, auprès d'autres associations, voire en Ehpad. « Un de nos gros succès auprès des enfants est le flochage de tee-shirt, à la manière des maillots de foot. » Parfois, l'association embarque avec elle toutes ses machines et se déplace dans le territoire, jusqu'à Maripasoula, au cœur de l'Ouest guyanais.



En Guyane, la fracture numérique est réelle. Grâce à La Kaz Lab, les jeunes peuvent se faire accompagner dans leur démarche.

Et les projets ne s'arrêtent pas là : Manufact entend aussi se faire certifier Qualiopi, un agrément utile pour les formations que l'association dispense et qui sont toujours très demandées. « Nous en sommes à la 9^e saison de notre programme du Tremplin Numérique. On propose des formations comme la réalisation de court-métrage, de l'initiation à l'infographie, de l'impression 3D ou encore du mapping vidéo. » De quoi faire monter, ludiquement, en compétences la jeunesse guyanaise qui ne demande que ça.



© Kwala Faya

Installation et nettoyage des panneaux solaires sur le toit d'un carbet au village de Kayodé, situé au sud-ouest de la Guyane sur les rives de la rivière Tampoc.

KWALA FAYA ÉCLAIRE LES VILLAGES ISOLÉS

LAURÉATE DE LA FONDATION LA FRANCE S'ENGAGE EN 2023, LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF (SCIC) KWALA FAYA INCARNE UNE APPROCHE LOCALE, SOLIDAIRE ET DURABLE DU DÉSENCLAVEMENT DE LA GUYANE.

Par Adeline Louault

Créée en 2011, Kwala Faya (en langue amérindienne « l'énergie du soleil ») favorise l'accès à l'électricité dans les zones isolées via des installations photovoltaïques posées et entretenues par les habitants. Plus de 500 personnes en bénéficient déjà. D'origine européenne, l'équipement de base permet le branchement d'une source lumineuse, d'un réfrigérateur, d'un ordinateur portable et d'une télévision. La coopérative agit aussi sur la mise en conformité électrique, la médiation autour des usages de l'énergie et la gestion des déchets. « Notre démarche vise à améliorer les conditions de vie des communautés en les rendant autonomes, tout en créant de l'activité économique dans le respect de l'environnement et des cultures traditionnelles », explique Anne-Sophie Galice, co-gérante de Kwala Faya avec Laurent Pipet et Thierry Jean-Baptiste.

Quatre ateliers d'insertion

Pour former les habitants à l'installation et à la maintenance des équipements, Kwala Faya travaille en partenariat avec l'organisme Faya Peken. Seize salariés apprennent le métier sur quatre ateliers-chantiers d'insertion situés à Camopi, Trois-Sauts, Baboon Olo et Mofina. Les parcours comprennent une remise à niveau en mathématiques, français et numérique pour obtenir la certification CléA. Les stagiaires apprennent à installer un kit solaire, passent les habilitations « électricité » et « travail en hauteur ». Ils sont également initiés à la réparation d'électroménager ainsi qu'à la gestion des déchets. Ces derniers sont triés sur place, réutilisés ou évacués vers des éco-organismes sur le littoral. Enfin, chaque site dispose d'un KF Store, où

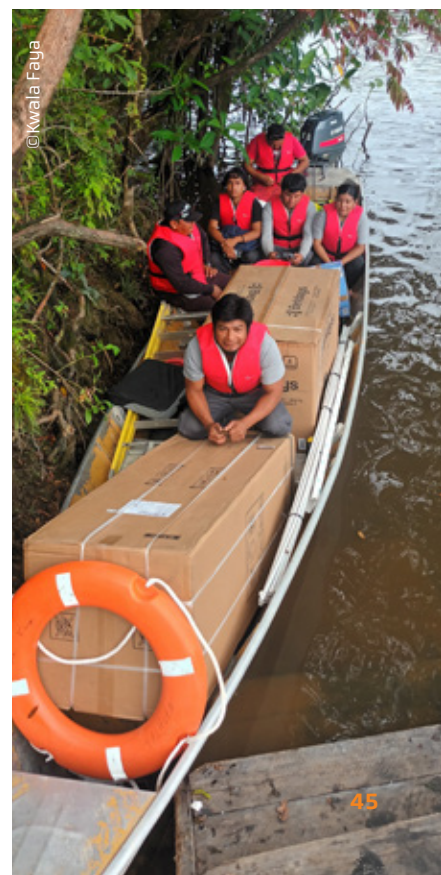
l'on trouve de l'électroménager neuf ou reconditionné, de la petite quincaillerie et un atelier de réparation. « Nous avons le projet de récupérer les appareils en panne non pris en charge par les grandes surfaces, faute de SAV, pour les remettre en état et les revendre à bas prix », indique l'équipe.

Un réseau solidaire en plein essor

La difficulté d'accès aux communes de l'intérieur impose une logique de coopération. « Nous collaborons étroitement avec d'autres structures d'insertion, on partage nos pirogues, on s'entraide. » Ce fonctionnement collectif, ancré dans le terrain, reflète les valeurs de Kwala Faya : coopération, mutualisation, mais aussi volonté de transmettre. En apportant l'énergie solaire, l'entreprise valorise des compétences, suscite des vocations et donne aux jeunes les moyens de construire leur avenir. « Notre ambition, c'est qu'ils soient maîtres de leur destin », insiste Anne-Sophie Galice.

Active sur le fleuve Oyapock et dans le Haut-Maroni, Kwala Faya, forte de l'accompagnement financier et technique de La France s'engage, prévoit d'étendre sa couverture vers le littoral, où subsistent de nombreux sites non raccordés. Pour mener à bien ces futurs chantiers, comme à Saül où, suite à un appel d'offres d'EDF, elle a installé 47 kits en 2024, Kwala Faya mobilisera d'anciens salariés formés dans ses ateliers d'insertion.

Livraison, en pirogue, d'appareils électroménagers pour le village d'Amérindiens wayanas Antécume-Pata.



© Kwala Faya

MAYOTTE

« ILY A
PRESQUE
TOUT À
FAIRE »

**DANS LE 101^e DÉPARTEMENT,
OÙ LES DEUX TIERS DES ENTREPRISES
SONT INFORMELLES ET OÙ LA POPULATION
VIT À 75 % SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ,
LES BESOINS SONT COLOSSAUX. KAMAL
YOUSSEUF, LE DIRECTEUR DE LA CHAMBRE
RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET
SOLIDAIRE (CRESS), ÉNUMÈRE LES ENJEUX
ET BROsse UN PORTRAIT DE L'ESS LOCALE.**

Par Jérôme Doux

Quel est le visage de l'ESS à Mayotte ?

On compte environ 290 structures à Mayotte. Ce sont des associations, des coopératives, des entreprises ayant une activité commerciale, dans des secteurs variés : de la petite enfance à la finance. 68 % de ces structures mènent des actions sociales et œuvrent pour la prise en charge des personnes en situation de handicap, dans le domaine de l'hébergement pour les personnes en situation de précarité, ou dans l'insertion par l'activité économique.

Quels sont les principaux enjeux sur le territoire ?

Nous avons le même cadre juridique que sur l'ensemble du territoire mais il ne s'applique pas de la même manière puisque les deux tiers des entreprises s'inscrivent dans une économie informelle (selon l'Insee, NDLR). Le taux de pauvreté s'élève aussi à 75 % donc il y a de nombreux besoins d'urgence et un manque criant de compétences. Nous sommes face à un public isolé, marginalisé, souvent issu de l'immigration, qui ne sait ni lire, ni écrire, et qui doit s'inscrire dans une dynamique entrepreneuriale et un cadre administratif français.

La différence entre Mayotte et les autres territoires français, c'est que nous sommes au début d'initiatives innovantes. Nous devons les accompagner pour qu'elles émergent. Il y a presque tout à faire, tout à mettre en ordre de marche.

Le cyclone Chido, le 14 décembre dernier, a encore intensifié ces problématiques ?

En effet, comme l'ensemble des acteurs, les structures de l'ESS ont été très impactées. Les membres des coopératives agricoles, par exemple, ont souvent subi de gros dégâts sur leurs exploitations et doivent se relever. D'autant que les structures de l'ESS ne génèrent pas toujours de chiffre d'affaires et ne sont, en ce sens, pas forcément prises en compte dans le versement des aides publiques qui concernent les acteurs économiques. Nous, nous sommes là pour les défendre.

Le cyclone Chido a par ailleurs remis au premier plan la question de l'autonomie alimentaire. La filière agricole rencontrait déjà de grandes difficultés mais le cyclone, en ravageant les exploitations, a montré à quel point l'agriculture locale était fragile.

Comment tentez-vous de répondre à ces enjeux ?

Nous essayons, par exemple, de mettre en place une coopération régionale avec les autres pays de l'océan Indien et certains pays d'Afrique. À Mayotte, nous avons une association qui produit de la farine de manioc locale. Le problème, c'est que la quantité de manioc disponible est trop faible. Alors qu'en Tanzanie, à un millier de kilomètres, le manioc peine à trouver des débouchés. Il pourrait toute l'année. L'idée est donc de créer des ponts avec certains pays.

Quels sont vos autres projets sur le territoire mahorais ?

L'autre enjeu est la question de l'éducation et de l'insertion de la jeunesse. Surtout sur une île qui manque de professionnels et de formations. Nous avons décidé de créer un centre de formation, il y a trois ans, via un partenariat avec l'école de commerce Talis Business School. Nous avons déjà formé une soixantaine de jeunes dans le domaine des ressources humaines et de la gestion de projets. L'objectif pour nous est de former localement pour répondre aux besoins de nos entreprises et maintenir les profils sur le territoire.

Ce centre de formation devrait d'ailleurs évoluer au sein de l'Institut Fikiri (qui veut dire « savoir » en shimaoré), notre futur projet imaginé autour de trois pôles. L'objectif est de devenir un organisme de formation à part entière, capable de délivrer ses propres diplômes. Notre ambition sera alors d'intégrer d'autres cursus en fonction des besoins du territoire. Il y a notamment de gros besoins en communication. Le second pôle de l'institut accueillera une chaire ESS. Sa vocation sera d'être un laboratoire, avec un outil académique capable de documenter l'évolution de l'ESS à Mayotte. Elle permettra aussi de réfléchir à la façon de structurer les activités informelles sur l'île. Et le troisième pôle accueillera un organisme de formation continue sur-mesure, qui permettra de répondre aux besoins des entreprises.



À Mayotte, les structures
de l'ESS représentent

2 836
salariés.

KAJA KAONA, LE DÉFI DE L'INSERTION POUR SORTIR DE LA MISÈRE

Par Jérôme Doux

*Anstuya (à gauche)
crée des motifs
sur une planche
à découper. La
jeune femme vient
à l'association
presque tous les jours
pour apprendre de
nouvelles choses,
faute de travail.*



© Jérôme Doux

Dans la pièce principale du bâtiment qui héberge l'association Kaja Kaona, quatre jeunes filles sont attablées, ustensiles de cuisine en bois à la main. Anstuya crée des motifs sur les flancs de la planche à découper qu'elle vient de créer. « Je viens ici presque tous les jours », confie la jeune femme de 20 ans, qui habite à quelques pas, à Tsoundzou 1, au sud de Mamoudzou. « Cela fait un an que je suis sortie de l'école. J'ai fait un CAP petite enfance mais je n'ai pas de papiers, je ne peux pas travailler », poursuit celle qui vient « pour s'occuper », mais surtout « pour apprendre et découvrir de nouvelles choses ».

Comme elle, 30 à 50 jeunes de moins de 30 ans viennent chaque jour pour participer à un atelier manuel. « Ce sont des jeunes qui habitent dans le quartier. Ils sont souvent déscolarisés, n'ont jamais travaillé et souffrent d'un manque de confiance en eux. Ils ont aussi des problématiques de mobilité, de logement ou de santé », détaille Pierre Gabillaud, coordinateur de Kaja Kaona. L'objectif est donc de « leur donner un coup de main, de rompre l'isolement et de leur faire prendre conscience qu'ils savent faire des choses », poursuit-il. Selon l'Insee, 60 % des jeunes âgés de 20 à 29 ans sont en effet sans emploi ni formation à Mayotte.

« Monter en compétences »

Avec eux, l'idée est aussi d'organiser des ventes, directement dans les locaux de l'association ou sur les marchés. « Cela permet de générer quelques revenus pour l'association, qui offre notamment un repas chaque jour aux bénéficiaires », souligne Pierre Gabillaud.

En parallèle, Kaja Kaona, qui favorise l'insertion par l'activité

économique, accompagne 16 salariés, via des contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI). « Nous avons une activité de maraîchage ainsi qu'un chantier de construction, autour de la brique de terre compressée mahoraise. Les jeunes ont été formés à la pose de ce matériau local qui réapparaît de plus en plus sur les chantiers. À terme, nous voudrions pouvoir la fabriquer nous-mêmes. Et grâce à nos salariés, nous pouvons répondre à des appels d'offres pour décrocher des marchés publics », précise-t-il encore. Les fruits et légumes cultivés sur les terrains de l'association servent par ailleurs à alimenter l'atelier cuisine de celle-ci. « L'idée est de permettre aux jeunes de monter en compétences. Ils sont généralement extrêmement éloignés de l'emploi. L'enjeu pour eux est donc de mettre un pied dans la vie active pour qu'ils aient, à terme, un objectif. »

« Aller au plus près des jeunes »

L'association accompagne également une centaine de jeunes isolés, en situation régulière, afin de les « placer dans les radars de France Travail pour qu'ils puissent trouver une formation ou un emploi, via le contrat d'engagement jeune. Nous allons au plus près des jeunes en faisant du repérage dans les villages », décrit le coordinateur.

Mais l'activité de l'association redémarre à peine, après plusieurs mois de perturbations. « Le passage du cyclone, en dévastant les champs et en créant de lourds dégâts, nous a beaucoup impactés, souligne Pierre Gabillaud. Pour l'activité de maraîchage, par exemple, nous avons dû tout recommencer à zéro et nous venons juste de retrouver notre production. »



Amina Mahoumoud, accompagnée par l'association Mariziki depuis 2021, vend des sandwiches à un groupe d'élèves.

MARIZIKI PALLIE LE MANQUE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Par Jérôme Doux

À proximité des établissements scolaires, elles sont des dizaines à commercialiser samoussas, gâteaux locaux et chips. Des en-cas achetés quelques euros par les collégiens et lycéens car, à Mayotte, la grande majorité des établissements scolaires proposent, dans le meilleur des cas, uniquement une collation.

C'est pour répondre à ce besoin et rendre accessibles des plats et des denrées alimentaires ayant une bonne qualité nutritionnelle que l'association Mariziki a été créée. « Au départ, elles étaient une soixantaine à faire de la vente, mais la police les faisait fuir puisqu'elles n'étaient pas déclarées. Elles se sont donc réunies en association. Désormais, elles peuvent se former et régulariser leur activité », souligne Nidhoimi Saïd, le coordinateur de Mariziki.

L'association s'est ainsi dotée d'une cuisine, à proximité du lycée des Lumières, à Kaweni. Ici, les femmes ont été formées à l'hygiène, à la sécurité mais aussi à l'élaboration de plats équilibrés avec une nutritionniste. « Ce sont des femmes qui n'ont jamais travaillé. Elles produisent tout sur place et certaines vont vendre les produits près de trois écoles primaires, de deux lycées et deux collèges, à des prix ne dépassant pas 5 euros », poursuit Nidhoimi Saïd, pour qui l'objectif est de créer une coopérative regroupant cuisinières et vendeuses. Pour concrétiser son projet, Mariziki bénéficie d'ailleurs d'une aide de 230 000 euros de la direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Deets).

LES JA À LA RESCOURSSE DES PRODUCTEURS

Par Jérôme Doux

« **N**otre objectif est que Mayotte ne soit pas isolée. Nous voulons défendre nos intérêts au niveau national », expose Soumaila Moeva, à la tête du syndicat des jeunes agriculteurs (JA) qui dénombre 59 adhérents. Des éleveurs, mais aussi des maraîchers qui pratiquent une agriculture essentiellement vivrière et familiale, sur de petites exploitations. « Le sujet phare pour nous, c'est l'installation, la recherche de financements et le foncier. Et faire face à la problématique des vols. » Selon lui, les agriculteurs de Mayotte perdent jusqu'à « 70 % de leur production à cause des pillages ». Dans ses champs, ce sont les bananes, le manioc et les ananas qui disparaissent le plus. Des actes, dit-il, commis « en bande, par des jeunes armés de machettes ».

L'autre enjeu, pour les producteurs, c'est la concurrence qu'ils considèrent « déloyale ». Autrement dit, la revente au bord des routes ou « sur les marchés à des tarifs souvent inférieurs aux nôtres », poursuit Soumaila. Des problématiques qui s'ajoutent aussi aux dégâts causés par le cyclone Chido. « Beaucoup d'adhérents sont encore en difficulté. Ils n'ont pas assez de fonds pour reconstruire leurs bâtiments par exemple. » La volonté du syndicat est de ne pas reconstruire à l'identique mais bâtir avant tout des structures aux normes anti-cycloniques et anti-sismiques.



LA RÉUNION



L'économie sociale et solidaire représente **8%** des établissements publics et privés.



16% de l'emploi privé local.

À La Réunion, il existe :
1922 structures de l'ESS dont
85% d'associations,
11% de coopératives,
2% de mutuelles,
2% de fondations.

Ces structures
représentent
à elles seules
26 392
salariés
à hauteur de :
74% d'associations,
11% de coopératives,
1% de mutuelles.



661M€ de
masse salariale
brute annuelle.



60% de
femmes
salariées
dans l'ESS.

46 % des
salariés exercent
dans le secteur de
l'action sociale.

POC POC **MET EN LÈR¹** **LES ACTEURS** **DE L'ESS**

Par Lola Fourmy

Pour ceux qui en doutaient encore, le secteur de l'économie sociale et solidaire est plus que dynamique à La Réunion. Preuve en est, depuis 2019, le dispositif Poc Poc a accompagné 128 projets sur l'île. À l'origine plateforme de crowdfunding dédiée aux projets locaux de l'ESS, Poc Poc a été rattachée en 2019 à l'association Le Clan, rouage clé de l'ESS dans le département, et a élargi son champ d'action. « Le but de Poc Poc, c'est de rendre visibles

les structures de l'ESS qui font des choses incroyables mais sont invisibles », détaille Mathieu Fontaine, salarié de Poc Poc. 95 % des structures accompagnées sont des associations, souvent en manque de moyens et de compétences sur les questions de communication. « Vous ne verrez aucun panneau 4x3 au bord de la route pour mettre en valeur les actions des associations de l'ESS ! Parce qu'elles n'ont pas les moyens pour ces campagnes-là », explique Mathieu Fontaine. C'est là que Poc Poc entre en jeu : charte graphique, création de contenus, réalisation de vidéos, supports de communication visuelle... L'accompagnement vient répondre à un besoin précis et peut aller jusqu'à l'organisation, si besoin, d'une campagne de crowdfunding. Fort de trois salariés et d'une vingtaine de bénévoles, Le Clan tient cependant à autonomiser les structures et non pas à faire à leur place. « L'idée, c'est qu'elles puissent refaire avec leurs moyens quand on ne sera plus là. » Un accompagnement proposé gratuitement grâce aux financements de la Région Réunion, de l'Ademe et du Territoire de l'Ouest. Un petit coup de pouce qui peut réellement faire la différence.

[1] En avant

UNE PLACE EN CRÈCHE SOLIDAIRE POUR MIEUX REBONDIR

Par Lola Fourmy



©Lola Fourmy

Karine Desfour est chargée de projet « Vos premiers pas en crèche » pour l'association Les Marionnettes.

En plein centre-ville de Saint-Denis, la crèche « L'Île aux doudous » accueille une cinquantaine d'enfants. Cette crèche, c'est l'une des dix-sept structures de l'association Les Marionnettes implantées à La Réunion. Au milieu des marmay (enfant, en créole réunionnais), la fille de Faiza, âgée de 2 ans. « Ça fait six mois qu'elle a une place ici », explique cette maman en recherche d'emploi. À 28 ans, elle élève seule ses quatre enfants. « Ce n'est pas facile, on mange grâce aux colis alimentaires », raconte celle qui rêve de devenir vendeuse dans le prêt-à-porter.

Des places occasionnelles réservées

C'est à l'occasion d'une formation suivie au sein de l'association Amafar que Faiza a pu être orientée vers le dispositif « Vos premiers pas en crèche ». Cette initiative sociale consiste à réserver de manière permanente un contingent de places occasionnelles en crèche. Celles-ci concernent les parents en situation d'insertion professionnelle, de nécessité de répit, les victimes de violences ainsi que les familles qui

voudraient préparer leur enfant à l'entrée à l'école. « Ça représente environ deux à cinq places réservées par structure, selon les disponibilités et les besoins du territoire », détaille Karine Desfour, chargée du projet « Vos premiers pas en crèche », lauréat de la France s'engage en 2024.

Les familles intègrent le dispositif grâce à un solide réseau de partenaires à la fois institutionnels — France Travail, la CAF, les CCAS de Sainte-Marie ou encore les missions locales — et associatifs [1]. Les professionnels de ces structures identifient alors des personnes, des mamans essentiellement, pour qui une place occasionnelle pourrait être bénéfique. « L'idée c'est bien "je fais garder mon enfant parce que j'ai besoin de m'en sortir et de m'insérer dans la vie sociale" », illustre Karine Desfour. « Sans ça, on entre dans un cercle vicieux : pas de mode de garde, donc pas de temps libre pour effectuer des démarches, ni se rendre à un entretien d'embauche, donc pas d'emploi. Ici, on essaie de changer ça. »

Dix euros par mois

L'an dernier, faute de mode de garde, Faiza a été contrainte d'emmener sa fille pendant sa formation. « J'avais du mal à me concentrer, elle me dérangeait beaucoup. Cette place en crèche a complètement changé ma vie. Je peux faire mes démarches administratives, travailler depuis la maison, et même me reposer un peu », ose-t-elle timidement admettre.

Ainsi, selon le barème de la CAF et grâce à l'aide du Département sous la forme des Chèques Marmaille, Faiza ne paie qu'une dizaine d'euros par mois pour une prise en charge hebdomadaire de sa fille. De quoi « garder l'espoir » d'accéder, bientôt, à une vie meilleure.

[1] Amafar, Adésir, Relais familial de Saint-Denis et Amare.

Faiza, en recherche d'emploi, est l'une des mamans bénéficiaires du dispositif.



©Lola Fourmy



Luxone, Tyron et Mathias, journalistes en insertion au Chantier Parle à Zot. Ici en reportage aux Voiles de Marguerite

PARLE À ZOT, LA RADIO POUR TROUVER SA VOIE

Par Lola Fourmy

Comme chaque matin, c'est conférence de rédaction dans les locaux de Parle à Zot. Aujourd'hui, Léa prépare un reportage sur la santé mentale des Réunionnais et s'apprête à aller interviewer un psychiatre. À côté, un autre salarié planche sur le portrait de l'astronaute Érika Vélío. Des reportages qui seront diffusés ensuite sur la radio Le Chantier. La particularité de ces journalistes ? Ils sont en fait salariés au sein de l'atelier chantier d'insertion (ACI) Parle à Zot, à Saint-Denis, pour une durée maximale de deux ans. Cette rédaction atypique est actuellement composée de huit personnes âgées de 20 à 49 ans. « On les accompagne dans l'insertion professionnelle via l'outil radio », détaille Kilian Kerbrat, le journaliste encadrant d'insertion de l'ACI. Car la radio est un outil particulièrement efficace. « Je les vois évoluer très positivement », raconte-t-il. « Quand ils arrivent, il y a souvent un manque de confiance en eux. Au fil du temps, on voit qu'ils reprennent confiance, qu'ils retrouvent de la légitimité. Un micro, ça donne aussi une position, les gens les regardent différemment. » À cela, il faut ajouter toutes les compétences développées : la curiosité, la capacité à chercher des informations, l'organisation, le savoir-être. Et les connaissances techniques : interview, montage, prise de son. En parallèle, les salariés sont accompagnés par une conseillère en insertion sur leur projet professionnel afin de lever les freins : les dettes, les difficultés d'accès au logement ou familiales. Ensemble, ils construisent leur projet d'avenir. Et ça marche ! Depuis le lancement en 2021, PAZ a accueilli 38 salariés dont 35 ont fait l'objet de sorties positives : ils ont retrouvé un emploi ou une formation à l'issue de leur contrat.

RÉPARER PLUTÔT QUE JETER AVEC EKOPRATIK

Ce mercredi, la vie grouille à Recup'R, le tiers-lieu de l'association Ekopratik, situé à Cambaie (Saint-Paul). « Vous venez pour l'atelier couture ? » lance Jiji à un jeune couple. D'un côté, ils sont une dizaine à apprendre les bases de la couture, encadrés par deux bénévoles. De l'autre, côté atelier, Jessica a apporté son four. « Il vient de nous lâcher », explique-t-elle à Antoine, animateur écologie, salarié de l'association.

En venant à Ekopratik, Jessica sait qu'elle va pouvoir apprendre à diagnostiquer la panne et tenter de la réparer. « Notre cœur de métier, c'est la sensibilisation et l'éducation autour des questions de réparation et de réemploi », assure Josselin Laslandes, le directeur de l'association. Mais ici, pas question de rester passif et d'attendre le réparateur. « Notre créneau, c'est l'accompagnement à la réparation. Notre organisation est faite pour diffuser du savoir et de l'autonomie », ajoute-t-il.



L'un des ateliers ressourcerie participative d'Ekopratik, à Saint-Paul.

Ainsi, chaque mercredi et jeudi, les salariés accompagnent celles et ceux qui veulent découvrir la réparation d'électroménager. Ces équipements, souvent des dons ou des objets récupérés en déchèterie, sont revalorisés et revendus à petit prix au sein de la ressourcerie. Pour une adhésion annuelle de 20 euros, chacun peut bénéficier de toutes sortes d'ateliers, allant de la réparation de vélos à la découverte de la low tech en passant, donc, par la couture. Et les actions d'Ekopratik font du bien à la planète : en 2024, elles ont permis de collecter 14,5 tonnes de déchets, dont 7,5 tonnes ont été revalorisées.

Plus d'info : www.ekopratik.fr

AMARÉ, UN REFUGE POUR LES MÈRES ISOLÉES

Par Daphné Lemerrier



À Saint-Denis, dans les nouveaux locaux inaugurés le 4 septembre, l'équipe d'Amaré [Accueil de la mère à La Réunion] poursuit une mission entamée il y a plus de 40 ans : soutenir les jeunes mères précarisées.

L'association naît en 1983, dans un contexte marqué par la hausse des naissances hors mariage. Ce phénomène révèle la situation dramatique des mères célibataires. Souvent rejetées par leur famille, sans ressources ni logement, elles errent de pension en pension. Faute de repères, elles doivent parfois réhospitaliser leur bébé. Et dans les cas les plus extrêmes, l'isolement mène à l'irréparable.

Face à cette réalité, sœur Marie Noël Regnard, de la communauté du Bon Pasteur, et le pédiatre Dominique Rabouille, alors médecin-chef de l'hôpital d'enfants, s'allient à d'autres travailleurs sociaux pour créer un lieu d'accueil.

« Dès sa création, Amaré s'est donné pour missions l'accueil prénatal et postnatal des jeunes mères vulnérables, le soutien moral, l'information sociale et administrative, l'orientation vers les dispositifs d'aide et l'accompagnement à la réinsertion », rappelle Sandra Dincher, secrétaire de l'association.

Aujourd'hui, l'association dispose de 32 places autorisées par le conseil départemental. Trente salariés accompagnent chaque année autant de jeunes femmes et leurs enfants dans ce parcours fragile, où se mêlent accueil prénatal, écoute bienveillante, démarches administratives et reconstruction. Un engagement discret mais essentiel, pour que la maternité ne rime jamais avec solitude.

GESTION DES DÉCHETS TEXTILES : LA RÉVOLUTION ÉCO IMPACT

Par Lola Fourmy

C'est un enjeu de taille. Rien que pour l'année 2023, 9 000 tonnes de déchets textiles ont été produits à La Réunion, dont seulement 22 % collectés et triés. Face à ce constat alarmant, Jing Wang Schmitt a lancé Éco Impact en 2023. Une entreprise de l'ESS dédiée aux enjeux liés aux déchets textiles sur l'île. Son atout ? Proposer un accompagnement à 360° à ses clients, structures privées et publiques. Éco Impact propose en effet des solutions clés en main qui vont de l'achat de textiles responsables à l'éco-conception, en passant par des solutions de collecte et de revalorisation locale. Une idée de génie puisque la loi AGECE (anti-gaspillage pour une économie circulaire) impose aux entreprises, depuis le 1er janvier 2025, de collecter les déchets textiles séparément. « À La Réunion, il n'y avait rien sur cette question, il manquait un écosystème. C'est ce qu'on a voulu impulser », explique Jing Wang Schmitt, la présidente et fondatrice d'Éco Impact. En trois ans, l'entreprise a accompagné une vingtaine de structures telles que l'ARS, le CHU, l'Office pour la biodiversité...



« Un de nos premiers clients était une compagnie aérienne. Elle devait changer les uniformes du personnel navigant. Avant ça repartait à Paris, là on en a fait des goodies à offrir aux clients : des bobs, des masques de sommeil, des sacs banane... Le tout réalisé par des équipes de La Réunion », détaille-t-elle. Un cercle vertueux et une demande croissante qui les pousse même à ouvrir d'ici quelques jours un atelier de reconditionnement à Saint-Denis avec trois nouveaux salariés.

SCOPSIR, UNE AVENTURE HUMAINE AU CŒUR DE L'ESS

DANS SON BUREAU DE SAINTE-CLOTILDE, HERWINE BOYER, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA SCOPSIR, PARLE AVEC CHALEUR DE « SON » ÉQUIPE. « ICI, NOS SALARIÉS NE SONT PAS DE SIMPLES EXÉCUTANTS. ILS SONT DÉCISIONNAIRES, ASSOCIÉS, ET SURTOUT PORTEURS D'HUMANITÉ. » Par Daphné Lemerrier

La Scopsir (Solidarité intergénérationnelle réunionnaise) n'est pas un service d'aide à domicile comme les autres. C'est une coopérative de 200 salariés qui accompagne, chaque jour, entre 550 et 600 bénéficiaires. Son histoire commence en 2009, portée par Sylvain Léoni, ancien militaire, éducateur et cadre d'une structure sociale, revenu à La Réunion pour sa retraite. Passionné par les sciences humaines, il est convaincu qu'il faut inventer un accompagnement à domicile digne et adapté pour les personnes âgées, en situation de handicap ou de fragilité. Le projet est d'abord associatif puis devient, en 2017, une Scop (Société coopérative et participative). « Le statut coopératif nous est apparu comme une évidence. Dans notre secteur, l'engagement est total. Reconnaître cet investissement, c'était donner aux salariés une place réelle dans les choix de la structure. »

Cette gouvernance partagée s'incarne dans un quotidien exigeant. Car intervenir au domicile, c'est entrer dans l'intimité des familles, parfois dans des contextes de grande détresse. Herwine Boyer se souvient d'un couple vivant reclus avec une vingtaine de chats et un chien considéré comme leur fils. « Pour les aider, il fallait d'abord accepter de voir le monde à travers leurs yeux et respecter leurs priorités. C'est ainsi que nous avons pu instaurer une relation de confiance. »

Solidarité et coopération

C'est sans doute là la signature de la Scopsir : placer la dignité et la relation humaine avant tout. Si les actes (toilette, courses, rendez-vous médicaux) sont essentiels, l'esprit qui les anime l'est encore plus. « Nous intervenons comme une béquille, mais une béquille respectueuse de la personne, de son rythme, de son histoire. »

Ancrée dans les valeurs de l'économie sociale et solidaire,



Moment de convivialité pour les bénéficiaires de la Scopsir, autour d'un déjeuner, après avoir participé à un atelier nutrition.

qui place la solidarité et la considération des personnes au premier plan, la coopérative innove aussi. Récemment, elle a ouvert la Maison des Petits Bonheurs, une colocation pour personnes âgées autonomes. Piscine, potager, espaces de convivialité... tout a été pensé pour offrir un cadre de vie chaleureux. La présence d'un étudiant infirmier, logé sur place en échange de nuits de veille, renforce encore la dimension intergénérationnelle. Le projet a même séduit le jury du Challenge Silver Économie 2025 (organisé par la CCI Réunion), qui lui a décerné un prix. « Beaucoup de seniors veulent éviter l'Ehpad. Notre rôle est de proposer des alternatives respectueuses de leur autonomie », souligne Herwine Boyer.

La Scopsir prouve qu'entreprendre autrement, c'est possible : quand la solidarité devient le moteur d'un projet, elle transforme autant ceux qui donnent que ceux qui reçoivent.

POLYNÉSIE

VERS L'ADOPTION D'UNE LOI DE PAYS

**BIEN STRUCTURÉE DANS LES
AUTRES TERRITOIRES D'OUTRE-MER,
L'ESS EN POLYNÉSIE EN EST À SES
BALBUTIEMENTS. EN JUILLET DERNIER,
L'AFD ET LA COLLECTIVITÉ ONT SIGNÉ UNE
CONVENTION DE FINANCEMENT EN VUE
DE STRUCTURER LE SECTEUR.**

« **C'**est une étape importante en faveur d'un développement inclusif et durable en Polynésie », peut-on lire dans le communiqué de presse de la Présidence de la Polynésie. En effet, l'Agence française de développement (AFD) et la collectivité ont signé, à la mi-juillet, une convention de financement et de partenariat destinée à accompagner la structuration de l'ESS sur le territoire. Ce soutien, à hauteur de 125 000 euros, prend la forme d'une subvention issue du Fonds Outre-mer du ministère des Outre-mer. Elle devrait ainsi permettre de mener à terme le vaste projet de loi de pays en vue de doter

la Polynésie d'un cadre législatif. Objectif : reconnaître, soutenir et faire grandir les initiatives solidaires existantes.

« Dans l'ADN du Polynésien »

En Polynésie, l'ESS est « un moteur clé pour répondre aux enjeux sociaux, environnementaux et économiques », poursuit la Présidence. « Ce partenariat reflète une volonté partagée de faire de l'ESS un pilier stratégique du développement économique. »

En novembre 2024, à Tahiti et Moorea, s'était déroulée la première édition de la Semaine de l'économie sociale et solidaire. Conférences, débats, ateliers participatifs... les acteurs locaux venaient ici de poser les prémices d'une feuille de route. « S'il s'agit d'un secteur économique dit "émergent" sur notre territoire, encore méconnu par le grand public [...] soyez rassurés : l'économie sociale et solidaire a toujours existé [...] et est bien ancrée dans l'ADN du Polynésien », avait alors déclaré, en préambule, le président du Pays Moetai Brotherson.

Culture, artisanat, pratiques agricoles ou de pêche, actions médico-sociales et inclusion sont « autant de principes de l'ESS que les Polynésiens mettent en pratique de manière spontanée », confirme Ben Amar Zeghadi, le délégué national à l'Outre-mer d'ESS France.

LE TAPA, FILIÈRE D'AVENIR POUR L'ESS ?

En Polynésie, le tapa est un art. Étoffe végétale créée à partir d'écorce, aux nombreux usages, elle fait, depuis août 2023, l'objet d'une étude portant sur l'élaboration d'une filière. Portée par le centre culturel 'Arioi et son infatigable Hinatea Colombani qui défend et transmet cette pratique ancestrale, l'objectif de l'étude — commandée par l'AFD — est de prouver que le tapa peut devenir une filière viable pour l'ESS en Polynésie. « Il faut que ce soit un label de qualité, mais aussi un label éthique où les humains puissent gagner leur vie avec leur propre culture. La Polynésie pourrait ainsi se positionner comme producteur haut de gamme », assure Hinatea Colombani qui croit au développement de plusieurs marchés potentiels, de la papeterie à la haute couture. Fin novembre 2024, une première restitution de la faisabilité a pu se faire, indiquant que tous les voyants sont au vert. À la fois pièce de cérémonie, costume, artisanat, couture, voire ornement, le tapa connaît une demande grandissante, supérieure à l'offre actuellement proposée. Selon Mounia Aït-Ofkir, directrice de l'AFD en Polynésie, il y a « un marché énorme, une opportunité de tirer son épingle du jeu en matière de qualité ». Hinatea, elle, a d'ores et déjà planté des dizaines de plants de aute, le mûrier à papier, matière première du tapa, et bat régulièrement son écorce dans le respect de la tradition. « La promesse d'un futur s'écrit », dit-elle.



UN AN DE SECONDE VIE POUR LA RESSOURCERIE MAHINA



La ressourcerie de Mahina est installée dans une l'ancienne école Amatahiapo.

Dix tonnes d'appareils électroniques et trois tonnes de vêtements recyclés. Ces chiffres, ce sont ceux de la ressourcerie de Mahina, ouverte depuis le 2 juin 2024. En un peu plus d'un an, la structure, portée par Moea Pereyre et son association Tia'i Fenua (agrée SIAE ^[1] depuis 2023), a largement fait ses preuves en matière de réemploi.

Après quatre années à proposer des ateliers de réparation à Tahiti et dans les îles, la ressourcerie de Mahina, installée dans l'ancienne école Amatahiapo, est la première du genre au fenua.

La récupération, c'est le cheval de bataille de la fondatrice de l'association, qui mène depuis des années une guerre sans merci contre le plastique en Polynésie. « Mon objectif avec la ressourcerie, c'était de réduire l'enfouissement des déchets en milieu insulaire. Ici, à Tahiti principalement, où le gisement est important », explique-t-elle. « Durant cette première année, 17 tonnes d'encombrants, initialement dédiés à l'enfouissement, ont été récupérés. Seuls 6 % ont finalement été enfouis. Le reste a pu être réemployé ou vendu. »



La ressourcerie de Mahina est installée dans une l'ancienne école Amatahiapo.

Ouverte en janvier, la friperie solidaire a quant à elle récupéré trois tonnes de textiles et remis en vente à petit prix. Plus récemment, fin août, la ressourcerie a franchi une nouvelle étape avec l'ouverture du "Fare du réemploi", autrement dit un magasin où tout ce qui a été réparé va pouvoir être vendu. Preuve que la demande est forte, la boutique ne désemplit pas.

Projet environnemental mais aussi social, la ressourcerie de Mahina comprend également un volet insertion professionnelle en proposant deux formations. Elle accueille ainsi des personnes éloignées de l'emploi avec pour objectif de les former aux techniques liées à la réparation et au tri.

[1] Structure d'insertion sociale par l'activité économique



La friperie a, depuis janvier, récupéré trois tonnes de vêtements revendus ensuite à petit prix.

Outre-Mer

vol 2 | by EWAG | **France 3 Océans**

EWAG

AU CŒUR DES TERRITOIRES
ULTRAMARINS



Feuilletez notre hors-série en ligne



NOUVELLE-CALÉDONIE



**L'ESS,
UN NOUVEAU
SOUFFLE POUR
LA RELANCE ?**

L'ADOPTION, LE 25 JUILLET 2025, DE DEUX LOIS CONSACRÉES À L'ESS SUR LE TERRITOIRE CALÉDONIEN EST BIEN PLUS QU'UNE VICTOIRE PARLEMENTAIRE POUR LE PAYS. C'EST UNE CHANCE DE REDONNER UN SECOND SOUFFLE À UNE SOCIÉTÉ MEURTRIE PAR LES ÉMEUTES DE MAI 2024.

Par Noémie Dutertre

« Les émeutes de mai 2024 ont tout bouleversé. Elles ont rebattu les cartes et confirmé qu'il fallait inventer d'autres modèles économiques pour reconstruire », affirme Naïa Wateou, élue Les Loyalistes au Congrès de Nouvelle-Calédonie. Et ce nouveau modèle pourrait passer par l'économie sociale et solidaire. Jusqu'à présent, sur ce territoire, aucun statut officiel n'est attribué aux entreprises ou aux associations qui œuvrent dans un objectif d'utilité sociale. Pourtant, dès 2021, un rapport de l'Agence française de développement [AFD] a mis en évidence le potentiel de l'ESS en Nouvelle-Calédonie : plus de 5 000 emplois, 14 000 structures et une contribution de 1,7 % au PIB avec 69 % de femmes à la tête de ces entités. Mais faute de cadre légal, « ces associations, GDPL, coopératives, entreprises existent mais sans véritable reconnaissance », confirme Naïa Wateou, co-signataire des deux lois ESS avec Omayra Naisseline [UC-FLNKS et Nationalistes].

Deux lois pour développer l'ESS

L'adoption, en juillet 2025, de deux lois de pays concernant l'ESS marque un tournant. Inspiré de la loi Hamon française de 2014, mais adapté au contexte local, le premier texte définit l'ESS autour de trois piliers : l'utilité sociale, la gouvernance démocratique et la gestion responsable. Particularité propre à la Nouvelle-Calédonie : les Groupements de droit particulier local [GDPL] y sont intégrés. Ce sont des entités constituées de personnes de statut civil coutumier et régies par le droit coutumier. Le second texte, plus opérationnel, met en place des outils : un haut conseil de l'ESS, un agrément « Esus NC » pour distinguer les structures à forte utilité sociale, et un nouveau statut, la Société coopérative d'intérêt collectif [SCIC], hybride entre association et entreprise classique, avec la possibilité d'exonérations fiscales.

11 500 emplois perdus et 800 entreprises fermées en un an

« Depuis 2024, 11 500 emplois ont été perdus et 800 entreprises ont fermé. Dans ce contexte, nous avons le devoir de mobiliser tous les leviers disponibles », affirme Naïa Wateou. L'ESS peut devenir « un outil puissant de relance, capable de recréer du travail tout en renforçant la cohésion sociale ». Avec cette loi, les acteurs calédoniens pourront accéder à des financements nationaux et européens dont ils étaient jusque-là exclus. Le gouvernement doit désormais publier l'arrêté fixant les modalités d'agrément d'ici fin 2025. Parallèlement, les provinces continuent la sensibilisation de leurs agents et la structuration du secteur. « Il faut former, professionnaliser, créer un vrai réseau », insiste l'élue, qui organise des assises de l'ESS pour novembre 2025.

HANVIE MISE SUR LA NOUVELLE LOI

Par Noémie Dutertre

« On tient la barre, même si c'est compliqué », lance Rébecca Frolla Miñana, fondatrice d'Hanvie, entreprise sociale et solidaire née en 2021. Hanvie transforme déchets et matériaux en mobilier et objets. Elle a ainsi réemployé 6 tonnes de matières qui auraient dû être enfouies. En 2024, année des émeutes, face à un déficit de 90 000 euros, l'atelier a failli fermer. Ses dix salariés sont en contrat d'insertion et en situation de handicap, encadrés par cinq professionnels.

Fondée sur les principes de l'ESS, Hanvie trouve un souffle nouveau avec la loi de juillet. « Avant, nous étions juste une SARL. Maintenant, les financements et appels à projets deviennent possibles », explique la directrice. Mais « pour l'instant, il n'y a qu'un texte de loi, tout reste à construire ».

Début 2025 a été difficile mais les projets reviennent peu à peu : « Les émeutes ont été un électrochoc. On prend conscience qu'il faut donner du sens aux achats, investir local et aider les gens ! »

Plus d'infos sur Hanvie : www.hanvie.nc



CALEDOCLEAN, MOTEUR D'ÉCOCITOYENNETÉ

DEPUIS TREIZE ANS, L'ASSOCIATION CALEDOCLEAN MOBILISE BÉNÉVOLES ET PARTENAIRES POUR NETTOYER PLAGES ET MANGROVES, RESTAURER DES FORÊTS ET SENSIBILISER À L'ÉCOCITOYENNETÉ. MAIS FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, SES EFFECTIFS FONDENT ET SES FINANCEMENTS S'ESOUFFLENT. Par Noémie Dutertre



©Nicolas Petit

L'association Caledoclean a pour objectif de reboiser les sites naturels dégradés, comme ici en juillet dernier, où 2000 plants ont été piqués à La Coulée, vallée impactée par des incendies ces dernières années.

Sur une plage en Nouvelle-Calédonie, des familles, des étudiants, des retraités et des enfants s'activent, munis de gants et sacs de tri. Ils ramassent des bouteilles, des pneus et des kilos de plastique. Ils font tous partie de l'association Caledoclean. Depuis 2012, celle-ci organise ces actions de nettoyage, mais aussi des plantations d'arbres et des ateliers d'éducation à l'écocitoyenneté. Treize ans plus tard, 1 000 tonnes de déchets ont été ramassées et 200 000 arbres plantés.

« Les gens peinent à s'engager »

Comme beaucoup de structures associatives, Caledoclean subit de plein fouet la crise économique et institutionnelle qui secoue la Nouvelle-Calédonie. « On continue de se maintenir grâce à un réseau de partenaires, surtout via des appels à projets et des dispositifs nationaux. Mais au niveau local, le manque de ressources est très conséquent », confie Thibaut Bizien, chargé de mission de l'association. Auparavant, ils étaient 3 000 bénévoles par an, ils ne sont plus que 1 500. « Les gens peinent à s'engager, déjà

parce qu'ils sont absorbés par la recherche d'emploi, que le climat social est instable et qu'il y a une perte de sentiment d'appartenance au territoire. » Si Caledoclean existe toujours, les effectifs sont désormais réduits : « Notre structure fait vivre 40 personnes, grâce aux commandes de plants, de terreau ou de paillage. C'est là que l'on voit l'économie générée par les associations », ajoute-t-il.

La loi ESS : un socle attendu

Adoptée en juillet, la loi sur l'ESS « arrive avec du retard, mais était très attendue », abonde Thibaut Bizien. Pour lui, la création de nouveaux statuts adaptés aux associations professionnalisées, comme les SCIC (sociétés coopératives d'intérêt collectif), permettra de sécuriser leur modèle sans perdre leur vocation non lucrative et en maintenant le mécénat.

L'émergence de dispositifs locaux, tels que le futur statut du bénévole ou la mise à disposition de salariés pour des missions d'intérêt général, sera « une manière de soutenir concrètement l'engagement citoyen et de valoriser l'expérience bénévole ». Et enfin, l'accès aux financements nationaux et européens, souvent inaccessibles aux structures calédoniennes jusqu'à présent, devrait être facilité.

« Le poids socio-économique des associations et leur rôle de ciment social sont essentiels. En période de crise, elles font partie de la solution. Aujourd'hui, nous nous sentons davantage écoutés, mais pas suffisamment soutenus. Nous avons des échanges avec l'État et les élus calédoniens mais aucun dispositif concret n'a encore émergé », insiste le chargé de mission. En attendant des effets tangibles de la loi, Caledoclean continue ses missions sur le terrain.

Plus d'infos : Caledoclean.nc



Thibaut Bizien, chargé de mission de l'association, lors d'une opération de nettoyage de la mangrove de la Pointe d'Och où 1,8 tonne de détritrus ont été collectés.

UN QUARTIER DE NOUMÉA TRÈS SOLIDAIRE

EN PLEIN CŒUR DES ÉMEUTES DE MAI 2024, DES HABITANTS DE RIVIÈRE SALÉE, QUARTIER DE NOUMÉA, ONT CRÉÉ SOLIDARITÉ RS POUR SOUTENIR LEUR VOISINAGE.

Par Noémie Dutertre

Chaque semaine, l'association organise des distributions alimentaires, un café partagé avec des ateliers pour enfants, ou encore un marché local. « On a de plus en plus de familles qui viennent, beaucoup perdent leur travail, et on ne peut pas les laisser sans aide », témoigne Kathleen Damelip, trésorière. L'association porte aussi des projets innovants, comme un champ partagé destiné à favoriser l'autonomie alimentaire. Concernant la nouvelle loi sur l'ESS, « on en a entendu parler, mais on n'a pas encore lu le texte ; pour l'instant, on reste concentrés sur nos actions », reconnaît Kathleen. L'ESS pourrait être une opportunité pour professionnaliser certains bénévoles — ils sont actuellement une vingtaine — et renforcer l'impact local. Déjà, la visite de la maire de Nouméa leur a apporté un soutien précieux : « On verra bien si les politiques viennent nous chercher ! »

Plus d'infos sur Facebook : Solidarité RS



**FINANCER
ET**

**ACCOM-
PAGNER**

L'AMBITION

« LE SMA, C'EST UNE PASSION DE L'HUMAIN »

DEPUIS UN AN, LE GÉNÉRAL BELLON COMMANDE LE SERVICE MILITAIRE ADAPTÉ. CE DISPOSITIF UNIQUE EN OUTRE-MER OFFRE À DES MILLIERS DE JEUNES UNE SECONDE CHANCE. ENTRE DISCIPLINE MILITAIRE, APPRENTISSAGE PROFESSIONNEL ET ACCOMPAGNEMENT HUMAIN, LE SMA EST UN ACTEUR INCONTOURNABLE DE L'INSERTION.



©Aubane Nesty

Quelle est la mission du Service militaire adapté (SMA) ?

Le SMA est une réponse ciblée contre le chômage, la désocialisation et l'illettrisme. On accueille des jeunes de 18 à 25 ans, souvent sortis du système scolaire. Grâce à la formation et à la discipline militaire, on développe le savoir-être, le savoir-faire et ce que j'appelle le savoir-devenir. Résultat : 80 % de nos jeunes s'insèrent, dont 63 % en emploi durable !

Qui sont les jeunes du SMA dans tout l'Outre-mer ?

Les trois-quarts sont des volontaires stagiaires, sans diplôme, parfois en situation d'illettrisme. Nous accueillons 35 % de jeunes femmes, 1 300 volontaires techniciens déjà diplômés mais éloignés de l'emploi, et même des cadets de 16 à 18 ans pour éviter le décrochage scolaire. Au total, ce sont près de 6 000 jeunes formés, chaque année, dans 90 filières, du BTP au numérique, de l'hôtellerie à la transition écologique.

Comment adaptez-vous vos formations aux réalités locales ?

Nous orientons nos filières en fonction des besoins des territoires. En Martinique, en Guyane ou à La Réunion, la sécurité alimentaire est un enjeu majeur. Nous développons aussi des filières liées à l'économie verte et bleue, parce que la transition écologique et la valorisation de la mer sont capitales en Outre-mer. Enfin, le numérique est incontournable. Nous voulons former plus de jeunes aux métiers du digital.

En Nouvelle-Calédonie, le SMA a été très sollicité ces derniers mois...

La Nouvelle-Calédonie traverse une crise profonde. Lors des émeutes, certains ont tenté de rallier nos volontaires. Ils ont refusé. Ils sont restés trois semaines au régiment, et ensuite, 98 % sont revenus de permission. Ce chiffre dit tout. Ils ont trouvé chez nous un cadre, une famille, une raison de se lever le matin.

Et à Mayotte ?

Le SMA fait face à un double défi : urgence et reconstruction à la suite du cyclone Chido. Nos régiments étaient engagés dès les 36 premières heures pour débayer les routes, livrer les vivres et aider les familles. Alors que leurs propres infrastructures étaient détruites, nos soldats n'ont pas hésité. Ensuite, nous travaillons à ce que les entreprises de la reconstruction embauchent nos jeunes car ils ont des compétences dans le BTP, l'électricité, etc.

Qu'est-ce qui vous anime personnellement ?

Le SMA, c'est une passion de l'humain. Je suis martiniquais par ma mère et réunionnais par mon père. Je sais combien l'armée peut être un escalier social. Voir un jeune sorti sans diplôme devenir enseignant ou cadre, c'est extraordinaire. Pour moi, le SMA est une école de la réussite et de l'engagement. Depuis 65 ans, il n'a jamais été remis en cause et s'est toujours adapté : psychologues, enseignants, formations numériques... Et demain, nous serons encore plus impliqués dans la résilience de nos territoires.

LA FONDATION DU SMA, UN LEVIER D'INSERTION POUR LA JEUNESSE ULTRAMARINE

CRÉÉE EN JUILLET 2023, LA FONDATION DU SERVICE MILITAIRE ADAPTÉ (SMA) COMPLÈTE L'ACTION DU RSMA EN ACCOMPAGNANT LES JEUNES ULTRAMARINS DE 18 À 30 ANS DANS LEUR INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE.

| Outre-Mer ESS

La Fondation du SMA est présidée par le général Jean-Pierre Metz (à gauche) et dirigée par Guillaume Villemot.

Présente en Guadeloupe, Martinique, Guyane, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, à La Réunion et à Mayotte, la Fondation est un dispositif d'aide à l'entrepreneuriat et au salariat destiné à un public issu ou non du SMA. Il vise à lever les freins à l'autonomie des jeunes et à leur offrir des perspectives durables, en lien avec le dynamisme économique de leur territoire. L'accompagnement proposé prend la forme d'un mécénat financier, de compétences ou de confiance, selon les projets. Il s'articule autour de cinq programmes, activables séparément ou de manière complémentaire :

- Coup de pouce logement, pour accéder à un hébergement stable ;
- Mobilités, pour financer les déplacements liés à l'emploi ou la formation ;
- Autonomie alimentaire, pour soutenir les projets agricoles locaux ;
- Up Formation, dédié aux formations qualifiantes ;
- Emploi direct, pour accompagner la recherche d'emploi ou la création d'activité.

Articulés par la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE), la

©RSMA

LA FONDATION EN CHIFFRES

Répartition des accompagnements

Mobilités : **34,45 %**

Coup de pouce logement : **32,7 %**

Autonomie alimentaire et Emploi direct : **11,7 %**

Up Formation : **21,15 %**

33 % des jeunes accompagnés sont des femmes

85 % sont issus du SMA

119 projets accompagnés en **2024**

De janvier à juillet 2025 :

111 projets validés (montant moyen : **4 000 €**).



La Fondation SMA propose un accompagnement sur-mesure, illustré ici par une signature de convention.

Fondation du SMA est présidée par le général Jean-Pierre Metz et dirigée par Guillaume Villemot. Indépendante du commandement du SMA, elle l'est aussi financièrement, grâce à des fonds privés (entreprises, fondations d'entreprises). Avec un budget annuel d'environ un million d'euros, elle soutient une centaine de projets, à hauteur de 10 000 euros chacun maximum. « Pour les projets plus ambitieux, il est possible de constituer un consortium de partenaires afin de réunir le montant nécessaire », précise Guillaume Villemot.

Accompagnement sur-mesure

Dans chaque DROM-COM, une association pilote l'action de la Fondation. Présidée par le chef de corps du RSMA et animée par un salarié, elle identifie les projets, structure l'accompagnement et mobilise les partenaires locaux, avec l'assistance d'un bureau élargi, composé d'acteurs économiques et associatifs. Grâce à ses relais, la Fondation peut aussi apporter un soutien juridique, administratif ou comptable aux porteurs de projet. « Nous proposons un appui multiservice, de quelques semaines à plusieurs années, notamment pour les projets entrepreneuriaux qui sont en hausse en 2025 », note Guillaume Villemot.

Par son approche souple et personnalisée, la Fondation du SMA agit comme un catalyseur d'opportunités. Elle complète les dispositifs existants, avec pour ambition de proposer des solutions durables et utiles au développement économique et social des outre-mer.

DES FORMATIONS AD HOC, POUR UNE MEILLEURE EMPLOYABILITÉ

Depuis septembre, la fondation du SMA ajoute un nouvel outil à son panel de solutions d'insertion en mettant en place des filières « ad hoc », en lien direct avec les besoins des territoires. « À Mayotte, où la problématique du logement est cruciale, nous lançons une formation pour transformer des containers en lieux de vie, en partenariat avec La Varappe, une entreprise sociale hexagonale », explique Guillaume Villemot.

Destinée aux jeunes des Antilles-Guyane, une formation au métier d'agent polyvalent de piste vient de voir le jour, avec le partenariat de Rubis Énergie (stations Vito). Tous les aspects du métier — accueil du client, distribution de carburant, entretien courant des véhicules, travaux de petite mécanique, vente — sont abordés au cours d'une formation alliant pratique et théorie pendant deux mois. Dispensée sur un plateau pédagogique en Guadeloupe, la formation est assurée par Rubis et financée par la Fondation. Chaque session accueille dix personnes. « Notre objectif est de professionnaliser les jeunes agents pompistes, de leur assurer une plus grande employabilité, des perspectives d'évolution au sein même de la structure où ils travaillent et d'éviter ainsi l'uberisation du métier. »

MAYKA, DU RSMA À LA FERME DE DARAS



APRÈS 11 ANS AU RSMA DE GUADELOUPE, LE CAPORAL-CHEF MAYKA CHOUCOUTOU QUITTE LE RÉGIMENT POUR LANCER SA PROPRE ENTREPRISE, SOUTENUE PAR LA FONDATION DU SMA : LA FERME AVICOLE DE DARAS. QUATRE HECTARES DÉDIÉS À L'ÉLEVAGE DE POULES DE CHAIR ET DE POULES PONDEUSES AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS LOCAUX. RETOUR SUR SON PARCOURS.

À 35 ans, le caporal-chef Mayka Choucouthou a toujours suivi sa passion pour l'agriculture. Bercée par l'activité familiale, la ferme de Daras fondée en 1988, et diplômée d'un baccalauréat sciences et technologies de l'agronomie et du vivant et d'un brevet de technicien supérieur, elle se prédestinait initialement à la culture de la canne à sucre, de la banane et de l'ananas. Pourtant, en 2013, elle intègre le RSMA en tant que volontaire stagiaire, volontaire technicien puis, en 2016, engagée volontaire du SMA au sein de la ferme pédagogique du régiment. Et là... « Moi qui ai toujours

baigné dans la culture, j'ai découvert une vocation pour l'élevage, notamment des poules ! »

Arrivée à la fin de son parcours au RSMA, le caporal-chef Choucouthou a alors un projet ambitieux : reprendre l'exploitation familiale en y ajoutant sa touche personnelle avec l'élevage de poules de chair et de poules pondeuses. « Maintenir les traditions agricoles, oui, mais aussi innover pour répondre aux défis contemporains de l'autonomie alimentaire guadeloupéenne. » annonce-t-elle fièrement. Son objectif est clair : répondre aux besoins locaux en termes de qualité, de quantité et de coût par la production et la vente directe de poulets et d'œufs ainsi que par la commercialisation de barquettes. « Et en plus, je pourrai recruter des volontaires du régiment ! » s'enthousiasme-t-elle.

Mayka n'est pas seule pour mener à bien son projet. Elle a eu l'opportunité de signer une convention avec la Fondation du SMA, lui accordant un soutien financier et des compétences pour concrétiser son projet professionnel. « Je reçois des conseils pour élaborer un business plan par la BRED, et de nombreuses entreprises partenaires de la Fondation me donnent des orientations. L'appui de ma famille et de ma compagnie constitue aussi un pilier essentiel. »

À travers son engagement exemplaire, Mayka Choucouthou inspire la détermination et témoigne de l'amour pour sa terre natale. Elle demeurera une figure emblématique du régiment, prête à relever tous les défis qui se dressent sur son chemin.

RAVA, LA MER EN PASSION

La mer a toujours attiré Rava, ancienne volontaire stagiaire au RSMA de Polynésie française, qui a choisi d'en faire son métier en choisissant la filière matelot. Après sa formation militaire initiale, elle rejoint la 2^e compagnie de formation professionnelle. « J'étais la seule fille de ma section. J'ai appris à m'imposer et à forger mon caractère. Je n'ai pas hésité à mettre les mains dans le cambouis du moteur quand il le fallait », se souvient celle qui apprécie plus que tout la sensation de liberté sur le bateau.

En plus d'une formation professionnelle enrichissante, Rava a redécouvert la culture polynésienne en participant au concours de chant Taurua Himene et au concours de danse Hura Tapairu. « Je n'avais jamais participé à un concours. C'est intimidant de monter sur scène face à des inconnus. J'avais déjà fait de la danse tahitienne auparavant. Le fait de reprendre ici m'a fait du bien. C'est un moyen de partager notre culture avec mes amis du RSMA-Pf. »

Aujourd'hui, Rava a trouvé un CDI chez Moorea Tours où elle pilote les bateaux et partage sa culture avec les touristes de passage. « J'ai réussi à allier la mer, le tourisme et la culture. Mon bureau c'est la mer. »



| EWAG

RONNY, FUTUR RESTAURATEUR ÉCO-RESPONSABLE

Ancien chef de filière « aide cuisinier » au sein du restaurant pédagogique Kay Némé, du RSMA de Martinique, Ronny souhaite ouvrir un établissement auto-suffisant, installé dans des containers recyclés, avec des plats issus de sa propre production agricole. « La vie est chère en Martinique et pourtant nous avons d'excellents produits locaux que j'ai envie de mettre en valeur et de faire découvrir ou redécouvrir ! »

En 2024, il a été le premier jeune Martiniquais à déposer un dossier auprès de la Fondation du SMA, dans l'objectif de concrétiser son projet professionnel. « L'association locale de la Fondation m'a d'abord aidé à structurer mon business plan tout en m'orientant dans les démarches administratives et juridiques. Une fois mon dossier validé en commission, la Fondation m'a accordé un soutien financier pour pouvoir me lancer. »

Cet accompagnement global a permis à Ronny de démarrer son aventure entrepreneuriale avec des bases solides mais aussi davantage de sérénité. « La Fondation continue de me suivre aujourd'hui, en me mettant notamment en relation avec des partenaires qui peuvent m'aider à trouver un terrain pour m'installer. C'est le dernier point bloquant. Sa motivation, sa confiance en mon projet sont des atouts précieux. On se sent épaulé. »



AU CŒUR DES OUTRE-MER, DONNER DU SOUFFLE À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

DANS LES OUTRE-MER, LES INITIATIVES DE COOPÉRATION ET DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE FOISONNENT. MAIS POUR DURER, ELLES ONT BESOIN DE VISIBILITÉ, D'ACCOMPAGNEMENT ET DE DISPOSITIFS FINANCIERS ADAPTÉS AUX RÉALITÉS LOCALES. D'UN OCÉAN À L'AUTRE, DES PROGRAMMES PILOTES VIENNENT DÉSORMAIS RENFORCER CES DYNAMIQUES ET ENCOURAGER LA COOPÉRATION RÉGIONALE. Par Daphné Lemerrier



© Nicolas Dorné, An Ba Lamné Project, 2025

Dominique/Martinique. Des artistes et créatifs caribéens tissent un réseau coopératif pour faire vivre la culture comme un patrimoine commun et solidaire.

> TISSER DES LIENS POUR RENFORCER LA COOPÉRATION

Installée à La Réunion, au cœur des dynamiques de l'océan Indien, Clara Chépeau tient la barre du programme CORÉOM — Coopérations régionales ultramarines — pour La Guilde. Depuis plus d'un demi-siècle, cette organisation reconnue d'utilité publique trace des chemins de solidarité

internationale dans le monde entier, en soutenant les acteurs de la coopération grâce au volontariat international, la Bourse Aventure et son pôle Microprojets. Avec CORÉOM, cette expérience prend une dimension nouvelle : un programme inédit, pensé sur mesure pour donner aux organisations de la société civile (OSC), y compris les acteurs de l'ESS, les moyens d'agir en phase avec les besoins spécifiques de leurs territoires.



©Chancegal 2025

Comores/La Réunion. Sur les terrains de jeu, avec le projet "Osons la mixité dans l'océan Indien" le sport fait avancer l'égalité.

> D'UNE RIVE À L'AUTRE, QUAND LES IDÉES PRENNENT VIE

En Martinique et à Sainte-Lucie, le Théâtre de l'Opprimé devient un outil commun pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles. En Amazonie, de jeunes Guyanais et Brésiliens réinventent ensemble l'agroforesterie pour protéger la forêt et renforcer la souveraineté alimentaire. Dans l'océan Indien, des éducateurs sportifs de La Réunion, de Madagascar et des Comores unissent leurs forces pour promouvoir l'égalité femmes-hommes à travers le sport. Ces initiatives, parmi d'autres soutenues par CORÉOM, illustrent la volonté des OSC ultramarines de s'allier à leurs voisins plus proches pour répondre à des besoins communs et relever ensemble les grands défis mondiaux : climat, égalité, inclusion et biodiversité.

« ESS et solidarité internationale partagent beaucoup : des acteurs similaires, des valeurs communes et surtout la volonté de construire des modèles sociétaux plus justes et durables », souligne Clara Chépeau.

> UN DISPOSITIF SUR MESURE, UN APPUI DE CONFIANCE

Les associations ultramarines sont nombreuses et dynamiques, mais l'accès aux financements reste souvent complexe. La Guilde joue alors le rôle de tiers de confiance : mandatée par les bailleurs, elle assure la coordination des activités et des fonds ainsi que le suivi. « Concevoir un projet de coopération et de solidarité internationale peut être un vrai défi, même pour une structure expérimentée. Notre rôle est d'aider à franchir cette marche », explique Clara.

L'argent ne suffit pas toujours. Les OSC ont besoin de temps, de compétences et d'appui technique : se former, structurer leurs projets, partager leurs expériences, porter leur voix. « Par expérience, c'est ce qui fait la différence entre une initiative qui s'essouffle et une autre qui s'installe dans la durée », pointe

CORÉOM : LES OUTRE-MER ACTEURS DE LA COOPÉRATION

Lancé en 2024, CORÉOM est un programme pilote qui renforce les coopérations régionales et internationales des organisations de la société civile ultramarine, dans l'Atlantique (Guadeloupe, Guyane, Martinique) et dans l'océan Indien (Mayotte, La Réunion).

Issu d'un diagnostic mené dans ces cinq territoires, il répond à trois besoins exprimés par les acteurs :

accès aux financements, accompagnement et visibilité. Son originalité repose sur une double approche : un appel à projets pour financer, et un appui de proximité pour monter en compétences. Soutenu par l'Agence française de développement (AFD – lire aussi en page 78) et la Fondation de France, CORÉOM est piloté par La Guilde et mis en œuvre avec l'appui de partenaires techniques et de réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA). Plus d'un million d'euros ont déjà été mobilisés pour soutenir des coopérations régionales menées par des OSC ultramarines dans une vingtaine de pays partenaires.

Clara. C'est pourquoi le second volet de CORÉOM, consacré au renforcement de capacités, est essentiel. Mis en œuvre grâce à une logique de « faire ensemble », il s'appuie sur des relais locaux. « Notre mission est de proposer un dispositif adapté aux spécificités de chaque territoire ultramarin et mis en œuvre dans une dynamique partenariale, favorisant la mutualisation des compétences et un ancrage local », ajoute-t-elle.

Pour cela, le programme promeut une approche en consortium, permettant à des organisations de la société civile — de taille et de statuts variés — de s'associer dans une dynamique de complémentarité et de coopération.



©E-Jeanty / CEDEFOP 2025

Suriname/Guyane. Avec le projet Solidarity School Garden, les jeunes réinventent le jardin partagé comme espace d'apprentissage, de transmission et de solidarité interculturelle.

Pour en savoir plus sur
les projets solidaires



ART TERRE VALORISE LA TERRE MAHORAISE DANS LE SECTEUR DU BÂTIMENT

Par Jérôme Doux

LA BRIQUE DE TERRE COMPRESSÉE, UN MATÉRIAU LOCAL ET NATUREL, AUX PROPRIÉTÉS ISOLANTES, REVIENT DANS LE PAYSAGE MAHORAIS. NOTAMMENT GRÂCE À L'ASSOCIATION ART TERRE.

Outre-Mer ESS

MAYOTTE

À Mayotte, les constructions traditionnelles se composaient de matériaux naturels tels la pierre, le bois et surtout la terre. Dans les années 1980-1990, les acteurs locaux ont mis au point un procédé durable en mélangeant la terre à du sable, avec un peu d'eau et de ciment. C'est ensuite en la compactant, pour rendre la matière plus solide, qu'est née la brique de terre compressée (BTC). « À cette époque, un programme de logements lancé par la Société immobilière de Mayotte (SIM) portait sur l'utilisation de ce matériau aux propriétés isolantes, apportant un confort thermique idéal », détaille Melvyn Gorra, coordinateur de l'association Art Terre. Dans les années 2000, le cadre réglementaire s'est durci. Exit la BTC, place aux matériaux plus conventionnels. C'est dans ce contexte qu'est née, en 2007, Art Terre. Son objectif : structurer la filière et réunir les autorisations nécessaires pour permettre la réutilisation de la BTC. « Nous avons très rapidement travaillé sur le contexte normatif et avons obtenu une appréciation technique d'expérimentation de type A en 2018 et des règles professionnelles en 2022 », poursuit le coordinateur. En parallèle, Art Terre — qui réunit des architectes, des ingénieurs, des entreprises, des entrepreneurs et des passionnés de construction en terre crue — a mené des actions de sensibilisation via l'exposition Construire en terre mahoraise, diffusée à Mayotte mais également à La Réunion et dans plusieurs

écoles d'architecture de l'Hexagone.

Depuis, l'association qui réunit 30 adhérents a lancé différents projets dans l'océan Indien. À Mayotte, le projet AMATECO [1] — financé à hauteur de 897 242 euros par la Caisse des dépôts et de 350 000 euros par la Fondation de France — vise à construire un centre de recherche et de développement autour de la construction en terre. « L'idée est aussi d'y organiser des formations », souligne Melvyn.

Lauréate du programme CORÉOM

Aujourd'hui, une dizaine d'entreprises mahoraises utilisent ce matériau et la SIM s'est fixé pour objectif de construire 20 % de ses 300 logements annuels ainsi.

En parallèle, Art Terre est devenue lauréate du programme Coreom (Coopérations Régionales Ultra Marines), financé par l'Agence française de développement, la Fondation de France et piloté par La Guilde, et bénéficie ainsi d'une aide de 67 000 euros pour son projet nommé « AMATECO Coopération » visant à structurer la filière BTC aux Comores. « Grâce à ces fonds, nous avons réalisé un diagnostic pour identifier les forces et les faiblesses de la filière et nous allons mener une mission de formation », conclut le coordinateur.

[1] AMATECO : Atelier Mahorais des Terres à Construire

Plus d'info : www.art-terre-mayotte.com

©Victor Piolet

« MIEUX COMPRENDRE L'AUTISME POUR MIEUX L'ACCOMPAGNER »

Par Jérôme Doux

**ACCOMPAGNER LES PARENTS D'ENFANTS
AUTISTES FAIT PARTIE DES MISSIONS DE
L'ASSOCIATION AUTISME RÉUNION. POUR
ALLER PLUS LOIN, LA STRUCTURE VIENT
DE DÉCROCHER UNE SUBVENTION DU
PROGRAMME COREOM, AFIN DE FORMER DES
MÉDECINS GÉNÉRALISTES SUR LES ÎLES DE
L'Océan Indien, POUR UNE MEILLEURE PRISE
EN CHARGE DE CE HANDICAP.**

Nathalie Faucher a fondé Autisme Réunion il y a 33 ans. À l'époque, cette éducatrice spécialisée travaillait dans un établissement médico-social et animait un atelier pour les enfants autistes et non-voyants. C'est dans ce contexte que la fondatrice de l'association a fait la connaissance d'un couple, parents d'un enfant autiste de 9 ans, qui s'apprêtait à vendre tout ce qu'ils avaient à La Réunion pour partir en Métropole afin de faire soigner leur enfant. « À ce moment-là, je me suis dit qu'il fallait créer quelque chose localement. Et c'est ainsi qu'est né Autisme Réunion, en 1992 », souligne-t-elle. Pour l'association loi 1901, l'objectif est de « mieux comprendre l'autisme, pour mieux accompagner les personnes qui en sont atteintes ». Aujourd'hui, elle compte quinze adhérents — sept professionnels et huit parents — tous bénévoles. « La plupart des associations pour les personnes autistes ne rassemblent que des parents », souligne Nathalie Faucher. Grâce aux professionnels présents au sein de l'association, les missions se multiplient.

*Nathalie Faucher, présidente de
l'association Autisme Réunion,
qu'elle a fondée il y a 33 ans.*

« Nous aidons notamment les familles dans leurs démarches administratives, nous soutenons des projets avec les structures médico-sociales, nous développons des centres de ressources pour l'autisme et des lieux spécifiques et surtout, nous formons des parents et des professionnels », énumère la présidente. Cette dernière a notamment formé « 1 600 agents territoriaux » en 2024, à la demande des collectivités. « Les mairies prennent conscience qu'il faut former leur personnel communal à l'accueil des enfants avec un handicap inscrits dans les écoles et crèches communales. »

Former des médecins généralistes aux soins somatiques

En 2016, la présidente a par ailleurs créé une seconde structure : le Pôle autisme océan Indien (PAOI), qui fédère les associations de l'île Maurice, des Maldives, de Rodrigues, Mayotte, Les Seychelles, Madagascar et La Réunion. Ce PAOI, unique au monde, permet de partager les connaissances et de s'entraider pour la défense de projets auprès de chaque gouvernement. Avec ce pôle, Autisme Réunion nourrit un grand projet pour lequel elle est lauréate du programme COREOM, destiné à encourager la coopération et la solidarité internationale, et a reçu une subvention de plus de 66 000 euros. « L'objectif est de former des médecins généralistes de l'océan Indien aux soins somatiques pour mieux prendre en charge les personnes autistes », indique la présidente de l'association réunionnaise. Car l'autisme a différentes facettes et gradations. « Dans 70 % des cas, les personnes ne parlent pas. Il est donc compliqué pour elles d'exprimer leur souffrance. Alors, souvent, elles s'automutilent. » L'objectif de ces soins est donc de comprendre les personnes autistes pour mieux les soigner. Pour l'association, la prochaine étape sera ensuite d'installer des centres de diagnostic de l'autisme sur toutes les îles de l'océan Indien.



**LE GROUPE BERNARD HAYOT
(GBH) AFFIRME SA VOLONTÉ DE
CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET INCLUSIF DES
TERRITOIRES ULTRAMARINS,
GRÂCE À DES ACTIONS CONCRÈTES
EN MATIÈRE D'INSERTION, DE
FORMATION ET DE SOUTIEN AUX
POPULATIONS.**

L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE DE GBH DANS LES OUTRE-MER

Créé et basé en Martinique, GBH développe ses activités dans les secteurs de la grande distribution, de l'automobile et de l'industrie, au sein de 19 pays et territoires, dont la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte, La Réunion et la Nouvelle-Calédonie. À travers un engagement croissant dans l'économie sociale et solidaire, le groupe accompagne des initiatives porteuses de sens. Focus sur trois actions qui traduisent cette volonté de conjuguer performance économique et impact sociétal.

> SOLIDARITÉ CLIMATIQUE : AGIR VITE ET DURABLEMENT

Face aux conséquences dévastatrices du cyclone Chido, qui a frappé Mayotte en décembre 2024, GBH réaffirme son engagement en faveur de la solidarité, de la santé et

de la reconstruction durable de Mayotte. GBH s'est ainsi mobilisé en expédiant depuis La Réunion 250 tonnes de dons alimentaires et matériel d'urgence, remis aux services de l'État.

GBH a ensuite créé un fonds de solidarité de 2 millions d'euros, pour soutenir le redressement de Mayotte. Le groupe a noué un partenariat avec l'association humanitaire Super Novae pour renforcer l'accès aux soins des populations les plus vulnérables, avec la création d'une clinique mobile. Cette structure itinérante a sillonné les secteurs les plus reculés pour offrir des consultations gratuites et des soins de première nécessité à plus de 3 500 personnes.

Par ailleurs, pour soutenir la relance agricole, GBH a souhaité, toujours avec Super Novae, accompagner les agriculteurs pour les aider à renouveler l'équipement de leurs exploitations. Près de 60 exploitations vivrières ont ainsi pu bénéficier de cette aide.



À Mayotte, GBH et Super Novae ont déployé une clinique mobile pour offrir des soins de premières nécessités aux populations les plus vulnérables.



GBH a apporté son soutien à la Banque alimentaire de Guadeloupe pour l'acquisition de ses nouveaux équipements. Ici Marcel Sigiscar, directeur de la Banque alimentaire Guadeloupe, aux côtés de Claire Richer (directrice communication GBH) et Fabrice de Reynal (directeur distribution GBH Guadeloupe & Guyane).

> SOLIDARITÉ ALIMENTAIRE : LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ET LE GASPILLAGE

Depuis 2019, GBH est partenaire du réseau des Banques alimentaires Outre-mer. Ce partenariat a permis la distribution de plus de 4,3 millions de repas aux populations vulnérables. Une part de cette aide provient directement des dons alimentaires des filiales Carrefour

du groupe, redistribués aux associations bénéficiaires. Le groupe soutient les initiatives des Banques alimentaires locales, en finançant par exemple un camion permettant la livraison de denrées dans les communes éloignées de Guadeloupe, ou à La Réunion, en étant partenaire d'un camion cuisine permettant la distribution et l'apprentissage d'une alimentation saine, avec des ateliers de cuisine.



Après six mois au RSMA, les stagiaires du dispositif "Tremplin pour l'emploi" de GBH signent leurs contrats d'apprentissage avec Martinique Automobiles et le CFA de la Chambre des métiers et de l'artisanat.

> SOLIDARITÉ PROFESSIONNELLE : CRÉER DES PASSERELLES VERS L'EMPLOI

Pour favoriser l'insertion des jeunes ultramarins éloignés de l'emploi, GBH a lancé le programme « Tremplin pour l'Emploi », en partenariat avec des structures telles que le RSMA, ou les Écoles de la Deuxième Chance, avec France Travail et des organismes de formation. Déployé en Martinique, Guadeloupe, Guyane et à La Réunion, ce programme propose des formations en alternance dans les secteurs de la grande distribution et de l'automobile. Plus de 100 jeunes en ont déjà bénéficié, avec à la clé un contrat dans une filiale du groupe pour les participants ayant validé leur parcours.

En avril 2024, GBH a également inauguré sa première École des Métiers, implantée en Guyane. Ouverte aux jeunes de 16 à 29 ans, elle propose des formations diplômantes [CAP, bac pro] en alternance, dans des filières techniques en tension comme la mécanique, l'électrotechnique ou la logistique.

« Nous sommes très attachés à agir de façon concrète sur les territoires où nous sommes implantés, avec des actions répondant aux attentes réelles des populations. Que ce soit dans la solidarité alimentaire, l'aide à la reconstruction après les catastrophes naturelles, ou l'accompagnement des jeunes pour permettre une meilleure insertion professionnelle », déclare Claire Richer, directrice de la communication du groupe, en charge des actions sociétales.

SARA, SOCIÉTÉ À MISSION : UN ENGAGEMENT RESPONSABLE AU SERVICE DES TERRITOIRES



Collecte de jouets remis au Kiwanis Club Arc-En-Ciel, représenté par Annick Ambrosine.

Depuis 2023, SARA est devenue la 1^{ère} société à mission des Antilles-Guyane. Elle s'est donnée comme raison d'être : Fournir des énergies conventionnelles et innovantes, au service de l'écodéveloppement des territoires Antillais et Guyanais. Cela signifie qu'au-delà de ses missions industrielles, SARA porte une vision ambitieuse de son rôle sociétal dans les territoires : contribuer au développement durable, renforcer la résilience énergétique locale, soutenir l'emploi, l'insertion, l'innovation. SARA franchit une nouvelle étape en intégrant pleinement les enjeux sociaux, environnementaux et territoriaux à sa

stratégie d'entreprise.

Notre feuille de route : véritable boussole de nos actions
Pour donner un cap clair à cet engagement, SARA s'appuie sur sa feuille de route RSE construite autour de trois priorités :

- Réduire notre empreinte environnementale
- Offrir un cadre sûr et stimulant à nos collaborateurs
- Contribuer à une société plus vertueuse.

C'est dans cette troisième orientation que s'inscrit la contribution de SARA à l'économie sociale et solidaire.

DES ACTIONS QUI CONTRIBUENT À UNE SOLIDARITÉ ACTIVE

Chaque année est marquée par la volonté des équipes de SARA de porter des actions solidaires, avec l'envie de faire leur part.

Parmi elles :

- Des collectes de livres pour les écoles,
- Des collectes de denrées pour la Banque Alimentaire de Martinique (juin et décembre),
- Une collecte de jouets pour les enfants, en partenariat avec le Kiwanis,
- Un après-midi de partage avec les enfants hospitalisés au Carbet, un moment fort en émotion.

SARA soutient aussi des initiatives menées par des associations locales :

- La collecte de lunettes avec le Lions Club de Rivière-Salée,
- La distribution de repas aux personnes démunies, le dimanche pour l'association France Action Humanitaire.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : UN MOTEUR POUR LES TERRITOIRES

L'ESS, c'est une autre façon de penser l'économie : plus humaine, plus ancrée, plus responsable. Elle repose sur des valeurs de coopération, de justice sociale et de respect de l'environnement.

Pour SARA, s'y engager, c'est reconnaître son rôle au-delà de ses activités industrielles. C'est contribuer à renforcer les liens, à soutenir ceux qui agissent et à encourager les initiatives solidaires.

L'engagement des salariés, au cœur de notre démarche

Rien ne serait possible sans l'implication des collaborateurs de SARA. Leur mobilisation, souvent discrète mais constante, donne vie aux engagements de l'entreprise. Ils le font par conviction, dans un esprit de solidarité qui dépasse les murs de SARA. Et c'est aussi cela, être une société à mission. Un grand merci à eux.



Des collaborateurs engagés de SARA

« L'ESS EST PORTEUSE D'INNOVATION, D'IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL POUR LES TERRITOIRES ULTRAMARINS »

DEPUIS PLUS DE 80 ANS, L'AFD (AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT) S'ENGAGE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DES ENTREPRISES ULTRAMARINES. SUR LE SUJET DE L'ESS, DES INITIATIVES SONT APPUYÉES LOCALEMENT, COMME L'EXPLIQUE LE NOUVEAU DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT TROIS OCÉANS, MATTHIEU DISCOUR.

L'AFD a adopté la stratégie Trois océans en 2019. En quoi consiste-t-elle ?

Nous avons financé, en 2024, plus de 170 projets dans les territoires d'Outre-mer pour répondre aux enjeux environnementaux, climatiques et sociaux tout en améliorant concrètement les conditions de vie des Ultramarins. Au-delà des financements de projets, nous apportons notre expertise en ingénierie, en renforcement des capacités et en assistance technique.

Notre action s'appuie également sur notre positionnement stratégique unique visant à favoriser l'insertion des territoires ultramarins dans leur environnement régional. Il s'agit d'en faire des espaces de partages d'expériences et de solutions, ancrés dans leur bassin régional (Atlantique, Pacifique et Indien), dans un monde confronté à des défis communs comme le changement climatique, la santé, la préservation de la biodiversité... Nous travaillons à valoriser les savoirs, les talents et les initiatives locales, tout en construisant des passerelles. Cela nous permet de promouvoir des coopérations concrètes et de diffuser des innovations utiles à l'ensemble de la région.

Quel est le positionnement de l'AFD sur le sujet de l'ESS ?

Nous sommes convaincus que l'ESS est porteuse d'innovation, d'impact social et environnemental pour les territoires ultramarins. L'AFD est ainsi engagée, depuis près de 20 ans, auprès de l'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie) en faveur de l'entrepreneuriat comme vecteur d'insertion professionnelle pour les habitants les plus défavorisés des géographies ultramarines, grâce à la mobilisation du microcrédit et de l'accompagnement. Nous avons également signé, en septembre 2023, un partenariat de quatre ans avec ESS France Outre-mer pour favoriser l'accès aux fonds européens pour les entreprises et les établissements financiers ultramarins spécialisés, via



le dispositif CAP ESSor. Après une phase d'expérimentation à Mayotte, en 2021, il est apparu nécessaire de l'étendre à l'ensemble des territoires ultramarins afin d'apporter aux entreprises plus d'ingénierie et une vision stratégique dans la conception de leurs dossiers.

Au-delà de l'aspect financier, y a-t-il d'autres types de projets que vous soutenez ?

Nous finançons actuellement une étude de préfiguration pour donner naissance à « Milango Atlantique », une plateforme collaborative dédiée au développement de l'ESS dans le bassin Atlantique. Son objectif : créer un réseau d'incubateurs favorisant l'innovation sociale et environnementale. Cette étude est financée via le Fonds Outre-mer (FOM), qui est un dispositif d'ingénierie publique piloté par l'AFD pour le compte du ministère des Outre-mer.

De même, dans le Pacifique, notre agence de Papeete accompagne la Polynésie française dans le déploiement et la structuration de la filière ESS, grâce à une subvention du FOM là aussi. L'ESS devient un levier pertinent pour soutenir le développement des territoires ultramarins à l'échelle des trois océans et ouvrir de nouvelles perspectives, à la croisée de l'innovation sociale et du développement durable.



LE MINISTÈRE DES OUTRE-MER S'ENGAGE POUR L'ESS ULTRAMARINE

L'ESS (économie sociale et solidaire) joue un rôle central dans les territoires ultramarins : elle totalise plus de 50 000 emplois, représente 1,4 milliard d'euros de masse salariale et constitue 15 % de l'emploi privé. Les entreprises de l'ESS ultramarine et leur écosystème, dans la mise en œuvre de leurs missions d'utilité sociale, génèrent une forte valeur ajoutée pour leur territoire en favorisant la création d'emplois non-délocalisables.

Depuis 2023, le ministère des Outre-mer soutient financièrement ESS France Outre-mer au travers de son dispositif Cap ESSor.

CAP ESSOR, UN DISPOSITIF ADAPTÉ AUX PROJETS ULTRAMARINS

L'objectif de ce dispositif est de structurer et de renforcer l'ESS dans les territoires ultramarins pour favoriser l'accès aux financements, soutenir la viabilité des entreprises et permettre leur changement d'échelle par le biais de fonds structurants.

Cap ESSor permet ainsi une meilleure mobilisation du FSE (Fonds social européen), en travaillant à la professionnalisation et au renforcement des entreprises de l'ESS en Outre-mer.

Les publics visés sont les têtes de réseaux locaux, les entreprises de l'ESS (coopératives, mutuelles, associations, fondations, sociétés commerciales de l'ESS, entreprises solidaires d'utilité sociale), et ce dans tous les territoires ultramarins.

Instance représentative et outil d'appui et d'animation des chambres régionales de l'économie sociale et solidaire (CRESS) ultramarines, ESS France Outre-mer crée des dynamiques collectives adaptées aux réalités territoriales. Son action s'articule autour de trois actions concrètes :

- l'appui à la gestion des CRESS dans leur création et/ou leur consolidation ;
- le renforcement des CRESS dans leurs missions régaliennes et dans leur inscription régionale ;
- le développement de l'ESS au travers des outils CRESS opérants et innovants au profit des entreprises et du développement territorial.

Retrouvez-nous :



www.outre-mer.gouv.fr



**MINISTÈRE
DES OUTRE-MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MINISTÈRE
DES OUTRE-MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*